

SEANCES DU MARDI 15 JUILLET 1986  
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 15 JULI 1986ASSEMBLEE  
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI  
NAMIDDAGVERGADERING

## SOMMAIRE:

## CONGE:

Page 1660.

## COMMUNICATION:

Page 1660.

Cour des comptes.

## PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Lallemand, Wyninckx, Henrion, Gijs, Desmarets, Mme Herman-Michielsens, MM. A. Geens, Trussart, p. 1660.

## INTERPELLATIONS (Demandes):

Page 1679.

**M. Hofman** au ministre de l'Emploi et du Travail sur « la différence du traitement réservé aux dossiers des cadres spéciaux temporaires, selon qu'ils émanent de communes ou d'ASBL ».**M. Pataer** au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, sur « l'intervention de la gendarmerie au Limbourg lors de la grève des mineurs en avril et mai de cette année, à la lumière d'un rapport de la Ligue pour la défense des droits de l'homme ».

## INHOUDSOPGAVE:

## VERLOF:

Bladzijde 1660.

## MEDEDELING:

Bladzijde 1660.

Rekenhof.

## ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Lallemand, Wyninckx, Henrion, Gijs, Desmarets, mevrouw Herman-Michielsens, de heren A. Geens, Trussart, blz. 1660.

## INTERPELLATIES (Verzoeken):

Bladzijde 1679.

**De heer Hofman** tot de minister van Tewerkstelling en Arbeid over « de verschillende behandeling van de dossiers betreffende het bijzonder tijdelijk kader, naargelang ze uitgaan van gemeenten of van VZW's ».**De heer Pataer** tot de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, over « het optreden van de rijkswacht in Limburg tijdens destaking van mijnwerkers in april-mei dit jaar, in het licht van een rapport van de Liga voor de verdediging van de mensenrechten ».

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Mouton, secrétaire, prend place au bureau.  
De heer Mouton, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.  
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.  
De vergadering wordt geopend te 14 uur.

CONGE — VERLOF

M. Vaes, à l'étranger, demande d'excuser son absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Vaes, in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

*Cour des comptes — Rekenhof*

**M. le Président.** — Par dépêche du 9 juillet 1986, la Cour des comptes a fait connaître au Sénat ses observations au sujet du projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1985.

Bij dienstbrief van 9 juli 1986 heeft het Rekenhof aan de Senaat medegedeeld, zijn opmerkingen over het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1985.

— Renvoi à la commission des Finances.

Verwezen naar de commissie voor de Financien.

**M. le Président.** — Il est donné acte de cette communication au premier président de la Cour des comptes.

Van deze mededeling wordt aan de eerste voorzitter van het Rekenhof akte gegeven.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

*Discussion générale*

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

*Algemene beraadslaging*

**M. le Président.** — Nous abordons la discussion générale du projet de loi portant des dispositions fiscales.

Wij vatten de algemene beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Lallemand.

**M. Lallemand.** — Monsieur le Président, nous sommes évidemment très heureux de saluer le ministre des Finances. Sans doute est-il venu dans notre assemblée avec quelque retard mais le plaisir n'en est que plus grand.

Le propre des projets des gouvernements de coalition est d'avoir plusieurs dimensions, d'aller dans des directions diverses, voire opposées, en sorte que chaque partie de la majorité peut reconnaître son empreinte dans certaines dispositions des projets. Chacun peut y trouver des valeurs qu'il défend, même si elles sont en contradiction avec d'autres qui sont également en cause dans le même projet de loi.

Ce sentiment très précis a été ressenti lorsqu'il s'est agi de défendre le projet sur les étrangers, dont certaines dispositions faisaient plaisir à ceux qui luttèrent contre l'immigration en Belgique alors que d'autres étaient sympathiques à ceux qui voulaient défendre les droits des immigrés.

La charte du contribuable, dont je parlerai essentiellement puisque mon collègue et ami Yves de Wasseige traitera de l'aspect proprement fiscal du projet, est caractérisée par cette ambiguïté fondamentale; elle peut, en effet, à la fois protéger le contribuable contre des immixtions arbitraires de l'administration fiscale et assurer une meilleure perception de l'impôt. Telle est bien l'interprétation donnée par le ministre Gol dans une déclaration gouvernementale, qu'il a faite d'ailleurs en des termes qui n'étaient pas conformes à la loi qui règle les communications gouvernementales à la radio et à la télévision.

Pour sa part, M. Eyskens, tout récemment, a déclaré sur les antennes de la RTBF qu'il n'était pas question de supprimer l'ISI ou de la démanteler. Au contraire, selon lui, l'ISI serait renforcée en ce sens que son directeur général jouera un rôle essentiel puisqu'il appartiendra à ce haut fonctionnaire, assisté des directeurs régionaux, de décider de la transmission des plaintes aux parquets.

Il me paraît curieux qu'on puisse penser que, puisque les membres de l'ISI ne peuvent plus déposer plainte et que seul le directeur général pourra le faire, il y a de la sorte un renforcement de l'administration chargée d'investiguer en matière de fisc. Mais peu importe.

Ce qui est caractéristique, c'est qu'on veuille à la fois défendre les contribuables, tous les contribuables, et assurer une meilleure perception de l'impôt. Il y a là une véritable quadrature du cercle.

Puisque des dispositions qui vont en sens divers, voire opposés, se retrouvent dans la charte du contribuable, la question est de savoir quelle en est la portée fondamentale, quel en est l'intérêt véritable et quel en est l'impact.

Dans la presse, nous pouvons constater que de nombreux journalistes ont compris cette charte du contribuable non pas comme un accroissement du contrôle des contribuables mais, au contraire, comme une

régression dans la répression de la fraude. *Le Soir* intitulait ainsi un de ses articles : « La charte du contribuable va-t-elle servir à protéger un nombre restreint de gros fraudeurs ? » C'est bien là une question fondamentale posée par la charte et à laquelle il faut répondre.

Dans le rapport établi par les commissions réunies de la Justice et des Finances on peut lire les justifications officielles.

Les deux ministres ont affirmé les objectifs et précisé qu'il faut mieux informer le contribuable, ce qui est assurément louable; qu'il faut le protéger contre son ignorance des lois, ce qui est tout aussi souhaitable, qu'il faut aussi combattre l'arbitraire de l'administration fiscale et aligner le droit pénal fiscal sur le droit pénal commun.

La grande idée est donc de réserver au délinquant fiscal le même traitement qu'au délinquant de droit commun. A cet effet, diverses mesures sont prévues : d'abord, le filtrage des dénonciations au ministère public des agents de l'administration fiscale; ensuite, la limitation du droit d'initiative des parquets qui ne pourront plus agir sans avoir un avis de directeurs régionaux ou de l'administrateur général de l'ISI; enfin, l'élimination des agents des contributions, de l'ISI et du fisc, des procédures pénales où ils interviennent à l'heure actuelle de façon assez courante.

Ces trois mesures peuvent avoir — c'est le moins qu'on puisse dire ! — une influence importante sur la répression de la fraude fiscale, et vous dites, monsieur Eyskens, qu'elles seront compensées par la nomination d'une quinzaine de substituts spécialisés en matière fiscale.

Quel sera réellement l'impact de votre réforme ? Pouvez-vous affirmer sérieusement que la nomination de ces quinze substituts compensera l'effet des filtres que vous mettez entre le parquet, d'une part, et l'administration fiscale, d'autre part ?

Chose frappante, toute la philosophie du projet est fondée sur une idée claire, exprimée avec netteté, notamment par le ministre de la Justice : il faut éviter au citoyen « l'arbitraire des fonctionnaires des contributions et il faut donner au contribuable, face au fisc, les mêmes garanties qu'à un délinquant face à la justice ». On ne peut pas être plus clair.

La question est de savoir quels sont les abus du fisc, quel est cet arbitraire.

Voilà une loi prise dans le but de remédier à des actes arbitraires qu'une administration est censée commettre. Or, chose extraordinaire, cet arbitraire n'est pas précisé; il n'y a pas d'exemples concrets que vous puissiez donner de ces abus !

J'ai demandé au ministre de la Justice s'il y a effectivement un excès de plaintes, de dénonciations, comme cela est affirmé, et, plus précisément, j'ai demandé quel était le nombre de plaintes déposées par les administrations fiscales. Les réponses que vous nous avez données, monsieur le ministre, sont extrêmement révélatrices à cet égard.

En 1983, 179 plaintes furent déposées du chef d'infractions fiscales et ce pour tout le royaume. En 1984, elles étaient au nombre de 156, donc moins nombreuses. Il est assez extraordinaire de constater, lorsqu'on examine les chiffres à rebours, que le nombre de plaintes a diminué d'année en année. En 1982, 226 plaintes furent déposées; en 1981, 236 et en 1980, 244. On peut donc dire que le gouvernement se préoccupe aujourd'hui d'un prétendu mal qui est en fait en régression.

J'en viens à la question de savoir à quel type d'infraction se rapportent ces plaintes, qui sont les fraudeurs ainsi poursuivis.

Il est évident, monsieur le ministre que ce sont les gros fraudeurs qui sont poursuivis, et non les petits, bien que la petite fraude soit très répandue, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Par ailleurs, l'efficacité de l'Inspection spéciale des Impôts est tout à fait révélatrice à cet égard. Cette administration n'examine guère plus de 1 000 dossiers par an mais l'examen de ceux-ci rapporte chaque année près de 7 milliards à l'Etat, chiffre indiscutable que vous avez cité vous-même, monsieur le ministre. Ce n'est point négligeable et il est donc certain qu'il s'agit de fraudes énormes.

Si vous me disiez le contraire — mais vous ne le dites pas —, je vous demanderais alors de communiquer au Sénat le relevé des montants des impôts éludés dans chacun des dossiers instruits sur base de plaintes. Ce serait particulièrement édifiant parce qu'on s'apercevrait qu'en réalité les plaintes n'ont été déposées que pour des fraudes dépassant en général des dizaines de millions.

Il est bien entendu, monsieur le ministre, que ce n'est pas parce que la loi ne concernerait qu'un nombre limité de fraudeurs qu'il ne faudrait

pas la modifier si des droits fondamentaux étaient violés. Je suis parfaitement d'accord sur ce point. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Je ne veux pas concéder à la facilité. Je le répète, si un homme riche, puissant, est victime d'un acte arbitraire du gouvernement, il faut y parer. Toute atteinte portée aux droits d'un citoyen, fût-il un nanti, porte atteinte à la sécurité collective et à la démocratie. Ce n'est pas à moi que vous ferez dire le contraire.

Mais le problème n'est pas là. Quels sont, en effet, les actes arbitraires de l'administration ? J'ai déjà posé cette question et les ministres y ont répondu. Leur réponse, toutefois, m'est apparue particulièrement malaisée.

M. Gol a déclaré — on peut le lire dans le rapport — qu'il y a eu des plaintes excessives et des dénonciations faites au parquet de manière malencontreuse. La question est alors posée au ministre de savoir comment ces plaintes peuvent être appréciées et quel en est leur nombre. Sa réponse est la suivante : « S'il y a eu des plaintes introduites à tort, elles sont difficiles à chiffrer car les procès n'aboutissent éventuellement qu'après plusieurs années. »

Cette réponse est étonnante à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle signifie que les parquets ont donné suite à ces plaintes et qu'elles n'étaient pas a priori arbitraires. Ensuite, parce qu'elle indique qu'au moment de l'élaboration du projet de loi, le ministre ignore si ces plaintes ont été déposées à la légère. Il faudra attendre les décisions des tribunaux qui statueront sur les procès engagés avant de savoir si, véritablement, il y a eu des abus. Avouez que votre motivation peut paraître un peu courte : vous proposez au Parlement une réforme des lois en vue de combattre un arbitraire que vous êtes incapable de préciser.

Le ministre a ajouté — je cite toujours textuellement le rapport — : « Des interventions marquées par un certain excès ont eu lieu car le système laissait un arbitraire dans le déclenchement des poursuites. » Ce qui frappe, c'est le vague d'une telle proposition.

M. Cooreman. — C'est exact.

M. Lallemand. — C'est d'autant plus étonnant que le ministre des Finances, à qui on posait la question de savoir quels étaient ces abus qu'il reproche à son administration, a déclaré — cela figure également au rapport — qu'il n'avait jamais constaté d'abus de pouvoir chez les fonctionnaires du fisc. Comment pourrait-il, en effet, affirmer qu'il y a des excès dans le dépôt des plaintes puisque personne n'est à même d'établir qu'elles ont été déposées à la légère ? Jusqu'à présent, en tout cas, ce n'est pas ce qui apparaît des procès que nous connaissons. Ainsi, le ministre dit qu'il n'a jamais constaté d'abus de pouvoir, et pour cause !

En 1980, en Belgique, d'après les chiffres qui m'ont été communiqués — M. le ministre peut les vérifier et, bien entendu, les contester — 66 947 redressements fiscaux ont été effectués pour les contributions directes et 240 067 pour la TVA. Sur ces 300 000 redressements opérés par l'administration, 240 plaintes, en tout et pour tout, ont été déposées au parquet.

Que peut-on en déduire si ce n'est qu'incontestablement, le nombre d'infractions qui sont poursuivies est extrêmement ténue. Vous ne me ferez pas croire, en effet, qu'à 240 plaintes pouvaient suivre un nombre de redressements fiscaux aussi élevé. La vérité, c'est que le fisc a appliqué la loi pénale avec une extrême modération et qu'il n'a tenu à dénoncer, en règle générale, à l'administration des parquets que les infractions les plus graves. Voilà bien, me semble-t-il, la signification de ces chiffres.

Je me devais de le souligner car cette vérité importante est travestie et méconnue. Il est, en effet, usuel de faire croire que l'administration fiscale veut véritablement « la peau des fraudeurs » — au sens pénal du terme, bien sûr — alors qu'en réalité, elle ne fait usage qu'avec une extrême modération de son droit de dénonciation aux autorités judiciaires. Cette constatation domine le débat politique.

Ce qui frappe immédiatement, c'est que, s'il y a eu abus et arbitraire dans le déclenchement des poursuites, ceux-ci sont le fait de la justice et non de l'administration fiscale. En effet, les perquisitions, les détentions préventives qu'on reproche ne sont pas imputables à l'ISI mais bien aux parquets, et aux juges qui ont accepté d'engager des poursuites sur la base des indications que leur avaient communiquées les administrations fiscales.

Toutes les polémiques qui se développent au sujet de ce projet de loi ont pour objet les abus des administrations fiscales alors que ces abus sont fondamentalement imputables aux autorités judiciaires, aux parquets, aux juges d'instruction et aux juridictions.

C'est la seconde constatation qu'il convient de faire: les démarches dont on veut se prémunir, les excès dont on prétend vouloir protéger le contribuable, sont tous imputables aux parquets et aux juges et non à l'administration fiscale.

Y a-t-il eu des abus au niveau de la justice, puisque c'est de cela qu'il s'agit? A-t-on détenu à tort des personnes alors qu'on aurait dû, au contraire, les laisser en liberté? A-t-on procédé, à tort, à des perquisitions? C'est possible, mais ce n'est pas évident en matière fiscale.

J'en veux pour preuve l'article qu'écrivait M. Kirkpatrick, professeur de droit fiscal à l'Université libre de Bruxelles — et certainement un des plus éminents spécialistes en la matière —, en hommage à notre estimé collègue, M. Robert Henrion. Je cite: — et ceci mérite une attention particulière — «sur les maux» dont se plaignait M. Henrion et qui font l'objet de la charte fiscale...

**M. Gol**, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — J'imagine que vous n'êtes pas toujours d'accord avec M. Kirkpatrick, monsieur Lallemand?

**M. Lallemand**. — Monsieur le ministre, pourquoi serions-nous, à priori, d'accord. Je juge des idées et non des hommes.

Je reviens au texte écrit par M. Kirkpatrick: «Sur les maux, je déplore assurément les abus de détention préventive qui donnent parfois l'impression que celle-ci a remplacé la torture de l'ancien régime comme moyen d'arracher des aveux ou qu'il s'agit d'un acompte pris sur la peine, au mépris de la présomption d'innocence. Ce problème...» — et ceci est capital — «...n'est toutefois nullement propre à la répression de délits de fraude fiscale et dépasse le cadre de cette étude.» C'est là vérité profonde.

S'il existe des abus au niveau de la détention préventive, et il y en a, s'il existe également des abus sur le plan des actes de poursuites, et il y en a également, ils ne sont pas propres à la répression des délits fiscaux mais à la répression des délits, en général.

**De heer Van In**. — Zeer juist!

**De heer Cooreman**. — Juist!

**M. Lallemand**. — Si véritablement de tels abus existent, le remède à appliquer ne se situe évidemment pas au niveau fiscal exclusivement, parce que, alors, s'établirait une discrimination que précisément vous reprochez à la législation actuelle. Il faut, en effet, prévoir une réforme législative valant pour tous qu'il s'agisse de délinquants fiscaux ou de délinquants de droit commun, pour l'exprimer simplement.

M. Kirkpatrick ajoute, et cela me paraît plus intéressant encore et mérite même une réflexion particulière: «En revanche, je ne vois pas, pour ma part, qu'il y ait des initiatives trop nombreuses des parquets; à ma connaissance, ceux-ci me paraissent, au contraire, soucieux comme l'auteur de la proposition de loi, M. Henrion, de réserver les poursuites à la fraude importante et organisée.» L'auteur donne, à l'appui de cette affirmation, des exemples particulièrement significatifs.

Il prend, notamment, celui d'une banque dont je ne citerai pas le nom, qui fut poursuivie pour des fraudes extrêmement importantes consistant à faire évaluer vers l'étranger, des sommes déposées par des contribuables belges qui évitaient ainsi le paiement du précompte mobilier. L'auteur écrit: «L'action publique contre l'administrateur délégué de la banque s'est terminée par le décès de celui-ci et, à ma connaissance, aucun des clients bénéficiaires de la fraude — il y en avait beaucoup — n'a été poursuivi. L'administration s'est bornée à enrôler, à charge de ceux-ci, les impôts éludés et de lourdes amendes fiscales. L'action publique et la détention préventive se sont limitées à l'organisateur de la fraude.»

Cela me paraît significatif et caractéristique des poursuites engagées, en Belgique, depuis cinq ans, sur la base de la loi de 1980. C'est cela la vérité! Ce n'est donc pas l'abus qui caractérise ces poursuites. C'est au contraire une grande modération. Certains pourraient trouver qu'on a eu tort de prendre des dispositions pénales qui érigent la simple déclaration incomplète — volontairement incomplète — en délit. On pourrait le regretter, mais la loi pénale étant ce qu'elle est, il faut bien constater que son application a été d'une modération exemplaire.

C'est bien pour cela que cette charte du contribuable qu'on propose comme remède à l'arbitraire de l'administration n'est pas véritablement justifiée par ce motif, parce que ce motif est manifestement inexact.

Comment va-t-on remédier à cet arbitraire? C'est également un problème intéressant. On va y remédier par deux mesures qui se complètent l'une l'autre. On impose une première limitation aux parquets. Ceux-ci devront obligatoirement demander un avis au directeur régional des Contributions ou au directeur général de l'ISI, avant d'introduire une poursuite. Dès qu'une dénonciation leur est faite, ils ne peuvent agir que s'ils ont l'avis du directeur des Contributions, ou s'ils ont été saisis par ce directeur lui-même.

Deuxième limitation: ils ne peuvent donner une suite immédiate à une dénonciation que si elle émane d'un directeur d'administration, directeur régional ou directeur général de l'ISI. Si elle émane de tout autre fonctionnaire, ils ne peuvent pas agir ni accomplir des actes de poursuite.

Eh bien, par là-même, ce projet est en contradiction totale avec les principes généraux de notre droit qui veulent que le ministère public puisse se saisir de lui-même, *motu proprio*, de toute infraction commise dans son arrondissement. C'est une règle fondamentale qui découle de la Constitution qui veut que tous les Belges soient égaux devant la loi et soient égaux devant l'infraction. C'est dans la logique de l'article 6 de la Constitution qu'il n'y ait pas de mesure protectionniste ou corporatiste qui puisse, quelque part, empêcher les parquets de se saisir d'une infraction et de la poursuivre. Ils sont les gardiens de la loi et donc le fait de leur imposer des conditions préalables pour opérer une dénonciation est contraire à l'esprit de nos institutions.

**M. Cooreman**. — Finalement, ce ne sont pas des conditions préalables. Ce n'est qu'une question de délai.

**M. Lallemand**. — Nous allons parler de ce délai, si vous le voulez bien, monsieur Cooreman, parce qu'il est, en effet, très important.

Le ministre a rappelé au cours du débat que des discussions ont eu lieu entre les ministères sur un protocole à établir entre l'administration des Finances et celle de la Justice. Les procureurs généraux se sont opposés à ce protocole. Ils l'ont déconseillé — c'est ce que nous a dit le ministre, et je cite ici le rapport — «parce que, a-t-il dit, les parquets ne pouvaient renoncer, de quelque manière que ce soit, à l'exercice des droits qui leur sont attribués dans l'intérêt de l'action publique.» Les parquets ont dit qu'il leur était impossible de se plier aux avis d'une commission qui serait éventuellement composée de magistrats. Ils ne l'acceptaient pas, disaient-ils, ajoutant qu'ils ne pouvaient déterminer leur attitude sur l'avis d'un organisme, sans risquer d'aliéner les pouvoirs que leur attribue l'article 138 du Code judiciaire.

Les procureurs généraux relèvent donc que la loi ne permet pas de placer des filtres et d'interdire aux parquets d'agir d'initiative lorsqu'une infraction leur est dénoncée par quiconque.

Il faut rappeler à cet égard que le ministère public, dans le cadre de la répression pénale, agit d'initiative et de façon tout à fait indépendante. Il peut, par exemple, introduire une action sur la base d'une plainte anonyme, de renseignements qu'on lui communique dans le cadre d'une affaire civile, d'informations qui lui apparaissent à la lecture des annexes au *Moniteur Belge* ou de journaux. Il est donc absolument souverain au niveau du déclenchement de l'action.

Cela ne sera plus possible dorénavant puisque les procureurs devront obtenir au préalable l'avis d'un directeur d'administration.

Ce filtre est dangereux et, à mon avis, critiquable, ne serait-ce que parce qu'on va ainsi à l'encontre de la justification que vous avez donnée de la charte du contribuable. En fait, vous vouliez placer à égalité le délinquant fiscal et celui de droit commun. Or, vous réalisez exactement le contraire par ce projet. Vous introduisez, en matière fiscale, une limitation aux pouvoirs du procureur du Roi dans le déclenchement de l'action publique, alors que cette limitation n'existe pas pour les délits de droit commun. En conséquence, votre affirmation selon laquelle le délinquant fiscal et le délinquant de droit commun seraient mis sur un pied d'égalité est rigoureusement inexacte.

On peut donc se demander pourquoi vous introduisez ce filtre, quelle sera son efficacité et quelles seront les conséquences qui en découleront.

Ma première constatation est, pour une large part, théorique. Je ne veux pas faire ici de procès d'intention, mais les juristes de la commission de la Justice me comprendront. Le ministère public a un pouvoir souverain lorsqu'il initie des poursuites. Cela signifie que le ministre de la Justice n'a pas le pouvoir de faire des injonctions négatives aux procureurs. Il ne peut pas leur interdire de poursuivre. C'est impossible dans notre droit. Une doctrine qui est constante, au moins sur le plan des poursuites individuelles, l'affirme avec force.



Or, la réalité n'est pas la même au ministère des Finances. Le ministre des Finances est le supérieur hiérarchique du directeur régional et du directeur général de l'ISI, qui n'ont pas qualité de magistrats et qui ne possèdent pas cette prérogative d'indépendance en matière de poursuites que les magistrats du parquet ont depuis toujours revendiquée à l'égard du pouvoir exécutif.

Il faut donc constater que, lorsqu'un directeur régional recevra, par hypothèse, l'injonction de ne pas communiquer un dossier au parquet — ce qui est concevable — ou de ne pas dénoncer une infraction, il sera tenu hiérarchiquement d'obéir à cette injonction. C'est là toute la différence — peut-être théorique mais essentielle — avec les procureurs du Roi. Nous avons toujours affirmé qu'une des garanties de la démocratie résidait précisément dans le fait que le pouvoir politique ne peut contraindre, de quelque manière que ce soit, un procureur à ne pas poursuivre. Or, on peut théoriquement aboutir à cette situation aujourd'hui puisque, en théorie aussi, des injonctions négatives peuvent être faites aux directeurs régionaux. Je m'expliquerai plus en détail tout à l'heure sur cet aspect particulier de la problématique.

Je résume donc ma première constatation : le filtre mis en place est susceptible de générer des abus qui ne pourraient normalement pas se produire si l'on respectait les procédures actuelles.

Deuxième constatation : il est évident que le filtre imposé à l'initiative des parquets aura des conséquences pratiques. Pour quelle raison ? Parce que la répression de la fraude — et surtout de la grande fraude, qui est en fait la seule visée par ce projet, je l'ai dit tout à l'heure — demande des initiatives extrêmement rapides. En effet, lorsqu'un contrôleur découvre une fraude grave dans une comptabilité et qu'il se rend compte que des preuves lui manquent — dans la plupart des cas les preuves ne se trouvent pas dans les livres et l'on ne dispose que d'indices de culpabilité —, il doit agir rapidement et même immédiatement et faire saisir sur-le-champ la comptabilité « noire » qui risque d'être détruite, faire saisir les comptes bancaires qui peuvent éventuellement être vidés, faire lever le secret bancaire, faire procéder aux perquisitions qui sont l'arme essentielle de l'investigation en matière fiscale.

Si un employé vient annoncer que son patron va brûler sa comptabilité, ou en tout cas évacuer des fonds, parce qu'il est en état de banqueroute et risque de partir à l'étranger, il est impérieux d'agir très vite à peine d'arriver trop tard, lorsque l'argent aura disparu et que les preuves auront été éliminées. A ce moment, rien ne pourrait plus être tenté.

En allongeant le circuit de la décision, en permettant que le directeur des Contributions puisse retenir son avis pendant plusieurs jours et même jusqu'à quatre mois, vous permettez à ces fraudeurs très spécialisés que sont les gros fraudeurs d'échapper à une répression qui les menace.

La plupart des poursuites qui ont abouti dans des affaires importantes, ont réussi à la suite de perquisitions pratiquées en urgence et qui ont révélé l'existence de comptabilités en noir qui auraient disparu le lendemain si l'on avait tardé un tant soit peu ou si le moindre bruit était parvenu aux oreilles des fraudeurs. C'est pourquoi les barrières, les filtres placés entre l'administration fiscale et le ministère public sont de nature à freiner la répression et non pas, comme on l'affirme à la légère, à en permettre l'amélioration. Ce sont cependant les propos des deux ministres ici présents.

J'en viens à ma troisième remarque et à ma conclusion. En examinant le texte gouvernemental, on s'aperçoit que, hormis la désignation des magistrats fiscaux dont je reparlerai, tout ce qui, dans le projet, concerne la détection et la poursuite des infractions tend à réduire l'efficacité de celles-ci. Trois raisons le démontrent de façon déterminante : en premier lieu, la pluralité des plaignants possibles, qui est organisée dans le système actuel, élimine ou limite les risques d'influence hiérarchique ou de pression extérieure sur le déclenchement des poursuites. Il ne faut pas perdre de vue que l'administration fiscale est souvent soumise à des pressions redoutables et il est admirable que cette administration se comporte comme elle le fait en général, compte tenu de la modicité des traitements des fonctionnaires et des tentatives de corruption. Comme je l'ai dit, la pluralité des plaignants diminue les risques d'influence et d'abus. Le projet, par contre, concentre sur une personne, au sommet de la hiérarchie, le pouvoir de transmettre un dossier au parquet.

Ensuite, en matière fiscale, la dénonciation immédiate, rapide, des indices de culpabilité facilite une répression efficace.

Au cours de ce débat, le ministre de la Justice a déclaré que toutes les mesures provisoires pouvaient être prises et que le parquet pourrait prendre toutes mesures conservatoires tant qu'il n'aurait pas reçu l'avis du directeur concerné. Quelles mesures conservatoires peut-il donc prendre ?

Les mesures conservatoires sont, pour l'essentiel, la perquisition et la saisie. Or, la perquisition est un acte de poursuite, et cet acte de poursuite, votre projet l'interdit expressément au procureur du Roi aussi longtemps qu'il n'a pas obtenu l'avis du directeur régional ou de l'administrateur de l'ISI.

Voilà bien la raison pour laquelle, je le répète, le système mis en place réduit sans aucun doute l'efficacité de la répression.

Troisième remarque. Les preuves ne peuvent être recueillies que par des gens informés, des spécialistes des dossiers fiscaux. Et pour conseiller les juges, quels meilleurs spécialistes que ceux qui ont instruit les dossiers ?

Sans doute leur présence dans l'instruction pose des problèmes.

On s'est demandé si la présence des agents de l'ISI dans les procès n'était pas contraire aux droits de la défense. La Cour de cassation a tranché par la négative.

La présence des fonctionnaires de l'ISI n'est-elle pas une immixtion intolérable d'agents taxateurs dans la répression ? En d'autres termes, l'instruction menée avec l'aide des agents du fisc ne nuit-elle pas à l'impartialité de l'instruction ? A cette question, certains États démocratiques ont répondu en admettant que l'assistance des agents des contributions ne pouvait nuire au justiciable.

La présence de fonctionnaires de l'ISI dans l'instruction est-elle une violation du secret de l'instruction ? Le législateur a déjà pris une disposition permettant indiscutablement aux agents du fisc d'avoir connaissance des dossiers répressifs avant même que l'instruction soit close. La loi fonde ainsi la possibilité de lever à leur égard le secret de l'instruction.

J'admets, quant à moi, que la présence dans l'instruction pénale de fonctionnaires du fisc qui sont, en même temps, agents taxateurs, n'est pas saine et que, dans un souci de rigueur, si l'on voulait être parfaitement scrupuleux sur les règles déontologiques et juridiques, il eût fallu changer le statut des agents de l'ISI et supprimer, par exemple, leur fonction de taxateur, qui n'est pas absolument nécessaire. Le rôle de l'ISI étant plutôt la recherche de la grande fraude, la taxation pourrait parfaitement être laissée à d'autres pouvoirs administratifs. On aurait pu ainsi donner à l'ISI des fonctions de police judiciaire mais à compétence restreinte.

On eût pu très aisément, comme M. Chabert l'a fait remarquer en commission des Finances, trouver une solution raisonnable, qui eût concilié les exigences du droit dont on se prévaut et l'efficacité dans la répression pénale qu'on réclame.

Ce n'est pas ce que prévoit le gouvernement. Les agents de l'ISI ne pourront plus assister aux interrogatoires ni être présents lors des perquisitions, mais ils pourront être entendus comme témoins.

J'attire votre attention sur le caractère contradictoire de cette affirmation. Si vous reprochez aux agents de l'ISI d'assister à l'instruction alors qu'ils sont, d'une certaine manière, juge et partie, agents d'inquisition fiscale et agents taxateurs — ayant donc un intérêt à obtenir des résultats lors de l'inquisition fiscale —, les juges pourront leur adresser le même reproche lorsque ces agents seront cités comme témoins. Cela s'est déjà produit. Ainsi, deux décisions de justice ont refusé d'entendre comme témoins des agents de l'ISI.

La limitation que vous proposez s'avère, à mon sens, contradictoire à votre démarche qui consiste à refuser à l'ISI de participer à l'instruction.

**M. Chabert.** — Un juge d'instruction est parfois entendu comme témoin.

**M. Lallemand.** — Des jugements ont été rendus qui ont refusé cette audition en invoquant cette dualité de fonction des agents de l'ISI. Mais ce n'est pas là le plus important. Le plus important est le fait qu'ils soient éliminés de l'instruction et que, par voie de conséquence...

**M. Gol,** Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles — A l'audience, monsieur Lallemand, en correctionnelle ou même en assises, le commissaire de police qui a fait l'enquête est entendu comme témoin.

**M. Chabert.** — C'est ce que je viens de dire.

**M. Lallemand.** — Vous avez raison. Il n'empêche que les débats relatifs à cette question restent ouverts puisqu'une jurisprudence récente vient précisément de statuer dans un sens restrictif.

Mais vous répondez aussi, et c'est le plus important, que la grande fraude fiscale, dont je viens de montrer qu'elle sera plus malaisée à

détecter, sera combattue grâce à la nomination de 15 substituts spécialisés.

C'est fort peu convaincant! D'abord le rôle d'un substitut n'est pas essentiellement de résoudre les problèmes fiscaux, mais de relever les indices d'infraction fiscale. Les substituts s'occupent généralement de tout autre chose que les agents de l'ISI, par exemple, qui examinent les comptabilités, les courants d'affaires, repèrent les nouvelles pratiques commerciales qui tentent d'échapper à l'impôt. Ce ne sont pas les substituts, mais les agents de l'administration des Contributions qui sont les spécialistes de ce type d'examen.

S'il faut donner une spécialisation à des magistrats, est-ce bien aux substituts? Ne conviendrait-il pas davantage de la donner aux juges d'instruction qui précisément accomplissent tous les actes que vous reprochez à tort à l'ISI d'avoir commis ou suscités? Ce ne sont pas les substituts qui sont à l'origine des perquisitions ou des détentions préventives abusives, mais les magistrats assis, les juges d'instruction, les présidents des chambres du conseil. Si vous voulez être cohérents, ce sont ces derniers qui devraient recevoir une spécialisation. Il est absurde de demander aux substituts d'avoir une formation spécialisée alors qu'elle n'est pas requise de ceux qui accomplissent l'essentiel des actes qui peuvent menacer la «sécurité du contribuable». La spécialisation des substituts est une mesure spectaculaire mais parfaitement vaine.

Ces substituts spécialisés, qui sont censés comprendre parfaitement le mécanisme des fraudes et qui devront être capables de distinguer les bons et les mauvais indices de fraude, pourront, me direz-vous, les apprécier lorsqu'une plainte leur est soumise.

Or, incohérence évidente et inadmissible, chose extravagante s'il en est, lorsque ces substituts spécialisés recevront un dossier pour apprécier les indices de fraude et décider de poursuites éventuelles, ils seront tenus de le renvoyer à un fonctionnaire spécialisé de l'administration des Finances pour obtenir son avis! Il est tout à fait curieux d'imposer une spécialisation à un substitut pour lui demander au bout du compte de requérir l'avis d'un fonctionnaire du fisc pour savoir s'il convient de poursuivre des investigations en la matière.

A l'examen de ces propositions d'amélioration du système fiscal, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit manifestement d'un prétexte, d'un faux alibi et, en tout cas, d'une mauvaise réponse à la question.

C'est comme si l'on demandait à des substituts de remplacer des douaniers ou encore — sans vouloir faire de comparaison péjorative — comme si l'on remplaçait les chiens policiers qui détectent la drogue à Bruxelles-National par des ordinateurs juridiques. Ce n'est assurément pas au moyen de réformes de ce genre que la répression fiscale sera combattue.

Ce projet comporte deux aspects, celui dont je viens de parler, qui est, à mon avis, détestable car il triche dans ses motivations, et un autre, qui est positif.

Vous avez certes raison de supprimer, au niveau des peines, les discriminations antérieures. Nous avons, à plusieurs reprises, voté des lois qui faisaient différence entre les délinquants fiscaux et les autres. Les délinquants fiscaux ne pouvaient pas bénéficier de circonstances atténuantes, de sursis ni d'avantages dont jouissent les délinquants de droit commun.

Cette discrimination n'étant pas justifiée, vous avez raison d'en proposer la suppression, d'autant plus que l'aggravation des peines en matière fiscale conduisait à l'effet inverse de celui qu'on recherchait: Au lieu de poursuivre les délinquants et de leur appliquer les peines supérieures décidées par le législateur, les juges et magistrats, préféraient généralement classer les affaires et ne pas poursuivre ceux qui avaient violé la loi.

Par voie de conséquence, cet aspect du projet nous paraît positif et nous pouvons nous y accorder.

De même, le gouvernement a raison d'obliger les administrations à plus de clarté en exigeant notamment la motivation de leurs décisions.

Je l'approuve aussi lorsqu'il demande à l'administration d'agir d'office dans l'intérêt du contribuable quand un élément est favorable à celui-ci. Tout cela est convenable et admissible et nous sommes disposés à le voter.

Mais, mes chers collègues, les aspects positifs de la «charte» ne peuvent faire oublier ses aspects négatifs qui ne sont nullement liés aux premiers. Il n'y a pas de corrélation entre l'amélioration du statut du contribuable, comme je viens de le rappeler, et l'imposition d'une limitation aux poursuites de la fraude fiscale. La protection du contribuable

n'a rien à voir avec un relâchement des poursuites ni avec l'imposition de conditions qui retardent, affaiblissent, l'action répressive. Il ne s'agit pas là de la protection du contribuable mais de la protection du délinquant! La différence est fondamentale.

Nous ne pouvons suivre le gouvernement dans ce qui est, pour nous, une entreprise de confusion.

Il jette la confusion lorsqu'il affirme qu'il veut mettre le délinquant fiscal et le délinquant ordinaire sur pied d'égalité, alors qu'au niveau du déclenchement de l'action pénale et fiscale, il impose une limitation anormale et exceptionnelle à l'action des parquets.

Il jette la confusion encore lorsqu'il affirme que l'administration fiscale serait responsable d'abus dans le déclenchement des poursuites, alors qu'aucun de ces abus n'est précisé ni même invoqué avec quelque sérieux. De surcroît, à ces abus prétendus, on n'apporte en réalité aucun remède.

Je vous mets en garde, monsieur le ministre, sur les conséquences de la disparition des agents de l'ISI dans les poursuites en matière fiscale.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Avez-vous lu la décision récente du président du tribunal de première instance de Liège siégeant en référé?

M. Lallemand. — Je n'ai pas vu cette décision...

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Elle reflète un abus typique auquel on veut mettre fin.

Elle a été publiée dans le *Journal des procès*, il y a deux ou trois semaines.

M. Lallemand. — Je maintiens que, malgré cet exemple aussi imprécis que tardif, vous avez été incapables de définir d'une quelconque manière les abus auxquels vous prétendez porter remède.

Je vous invite à réfléchir sur le point suivant.

Lorsque l'ISI ne sera plus présente au moment des perquisitions et des interrogatoires, pensez bien que se multiplieront les actes de coercition dont vous vous plaignez, et qui ont pu être employés à tort à l'égard de certains contribuables. Les policiers qui ne voient pas clair dans l'instruction d'une affaire ont, en effet, pour réflexe immédiat soit de saisir tout ce qui leur tombe sous la main — causant un préjudice inutile à la personne faisant l'objet de la perquisition —, soit de solliciter du juge une détention préventive pour faire parler les gens.

Je ne suis pas convaincu que votre réforme aura, d'une quelconque manière, un effet positif sur ce type d'abus. Je crains, au contraire, que l'inverse se produise.

Je conclurai en répétant encore que nous ne pouvons admettre les blocages, les freins qui sont mis au déclenchement de l'action judiciaire. Il s'agit bien là d'une des caractéristiques les plus importantes de ce projet de loi appelé «charte du contribuable».

Ce projet résonne étrangement et même scandaleusement dans une politique d'austérité que le gouvernement veut imposer aux salariés, aux fonctionnaires, aux petits commerçants et à bien d'autres qui n'ont rien à craindre des poursuites pénales en matière fiscale, mais ont, par contre, beaucoup à redouter d'une politique qui pénalise — cela est apparu clairement — les revenus du travail. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains autres bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, sta me een korte opmerking toe.

Het merkwaardige betoog van de heer Lallemand heeft ons voor bepaalde problemen geplaatst. Wij hadden ons voorbereid op de bespreking van dit ontwerp in een algemene context. De rechten en plichten van de burger inzake belastingmateries waarover de heer Lallemand heeft gesproken, is een onderdeel dat eigenlijk niet thuishoort in de algemene bespreking.

Ik vraag me derhalve af of niet beter een ander schema zou worden gevolgd en of de volgende betogen niet beter zouden aansluiten bij dit onderdeel.

Anders krijgen we allicht een chaotische bespreking.

**De Voorzitter.** — Iedereen heeft uiteraard de vrijheid om in de algemene beraadslaging de onderwerpen aan te snijden die hij wenst. Morgenochtend zullen wij een bespreking wijden aan hoofdstuk III maar de heer Lallemand staat het vrij daarover nu reeds het woord te voeren.

**M. Lallemand.** — Monsieur le Président, je vous avais signalé que M. de Wasseige traiterait la partie proprement fiscale du projet de loi et que je me limiterais, quant à moi, à l'examen de la « charte du contribuable ». Nous nous sommes réparti le travail.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Wyninckx.

**De heer Wyninckx.** — Mijnheer de Voorzitter, in deze algemene beraadslaging zal ik vrij kort het woord nemen over een aantal algemene beginselen die nu in discussie zijn. Leden van mijn fractie zullen in de loop van het debat uitweiden over de meer technische aspecten van het ontwerp.

De werkzaamheden verlopen zoals wij het wensen. Ik kan me dan ook beperken tot een eerste vaststelling, namelijk dat het voor Kamer en Senaat na een droevig jaar eigenlijk een droevige zomer wordt. Wat vandaag en gisteren is gebeurd in het Parlement, is uniek. In mijn 15-jarige parlementaire ervaring heb ik iets dergelijks nooit meegemaakt.

Enkele weken geleden heb ik de werkzaamheden van de Senaat op een rijtje gezet. Sinds het aantreden van de regering-Martens VI — en vele leden van de meerderheid bevestigen dit — hebben wij een zeer vreemd spektakel beleefd. Wij maken het vandaag mee dat een regering, aangetreden sinds november, blijk geeft van gebrek aan slagkracht, van gebrek aan besluitvaardigheid, ondanks de volmachten, ondanks het straaltje hoop dat de Eerste minister aan het land had laten doorschemeren na het Sint-Annagebeuren.

Wij stellen vast dat er al die maanden eigenlijk niets is gebeurd, maar dat wij nu onder de aarwats een Rijksmiddelenbegroting moeten behandelen die acht maanden te laat werd ingediend en dat wij gisteren en vandaag het spektakel hebben moeten meemaken dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsontwerp wordt behandeld dat in de Senaat nog volop in bespreking is.

De regering beschikt nochtans over volmachten. Zij beschikt over de volheid van de macht. Ook op dat stuk situeren de moeilijkheden en de verdragen zich dus niet in het Parlement. De regering kan immers besluiten uitvaardigen, maar die komen blijkbaar maar met de druppelteller in het *Staatsblad* terecht. Elk volmachtbesluit schijnt het resultaat te zijn van ononderbroken palavers binnen de regering en de meerderheidspartijen. En intussen wordt het Parlement steeds weer voor schut gezet.

Het touwtrekken binnen de regering komt elke dag tot uiting in de pers. Er gaat geen dag voorbij of een of andere eminent lid van een meerderheidspartij vraagt het ontslag van een minister van een andere meerderheidspartij.

**De heer C. De Clercq.** — Dat vraagt u toch ook.

**De heer Wyninckx.** — Gisteren nog was Vice-Eerste minister Nothomb het slachtoffer van een eis tot ontslag. Vlak daarna was het de heer Damseaux. Intussen rommelt het in de pers over een herschikking van de portefeuilles. Misschien heeft die in de nazomer plaats.

De regering geraakt zeer moeilijk uit de startblokken en het Parlement betaalt daarvoor de tol. Voor één ding moeten we echter de regering dankbaar zijn. Wij hebben een prachtige brochure gekregen, waarin alle ministers pronken. Dit geeft ons de gelegenheid ze allen te leren kennen. Er waren er immers bij die wij in het Parlement nog maar zelden hebben ontmoet en nog minder gehoord. Nu hebben wij dus kennis kunnen maken met alle eminenties die deel uitmaken van de regering; wat zij daar uitspreken is een ander verhaal.

De heibel doet zich echter niet alleen voor binnen de regering, maar ook daarbuiten. Niet alleen de socialistische vakbonden hebben een tijd geleden tegen de regering geageerd, maar ook vele christelijke vakbonden-centrales en een aantal niet-onbelangrijke christelijke lobby's, zoals Caritas catholica, de « Guimardstraat », de christelijke werkgevers en de Boerenbond. Tengevolge hiervan wachten wij, zoals zuster Anna, nog steeds op een aantal maatregelen uit het Sint-Annaplan.

Er verschijnen wel besluiten die gericht zijn tegen de kleine man. Daarover schijnt men binnen de regering gemakkelijker tot een akkoord te komen. De besluiten tegen de grote instellingen moeten echter nog worden getroffen. Or dat stuk schijnen de meningsverschillen veel groter

te zijn. Het is bijgevolg niet de Staat die, volgens het liberale recept, afslankt, maar wel de staatsburger en in de eerste plaats de kleine man. Alle belangrijke regeringsontwerpen, die soms met veel gerucht werden aangekondigd, slepen zich van de ene kabinetsraad naar de andere en worden dan uiteindelijk, zoals deze fiscale wet en de Rijksmiddelenbegroting, net voor de vakantieperiode naar Kamer of Senaat versast.

In een interview vergeleek de Eerste minister zich onlangs met Julius Caesar en ook met Abraham Lincoln. Deze beide mannen zijn op een triestige wijze aan hun einde gekomen. Dat wens ik de Eerste minister als mens niet toe, misschien wel als politicus.

**De heer Luyten.** — Dan kan hij ook een vervroegd pensioen genieten!

**De heer Wyninckx.** — Het is echter merkwaardig dat ook in dit interview de Eerste minister toegeeft dat deze verdraging gedeeltelijk een kwestie van tactiek is. Dat konden wij ook vermoeden. Dit ontwerp van fiscale wet, waarmede wij nu zo laattijdig worden geconfronteerd, was immers reeds in de vorige regering ter sprake gekomen. Het was dus niet onmogelijk dit ontwerp in het begin van 1986 in te dienen in plaats van vlak voor het zomerreces. Waar heeft dit ontwerp dan maanden rondgehangen? Waar grepen de cenakels plaats waar dit compromis uiteindelijk werd uitgedokterd? Hoe lang duurden zij?

In een Antwerpse krant stond te lezen — en daarbij werd kennelijk meer aan de Kamer dan aan de Senaat gedacht — dat het optreden van de oppositie de cohesie tussen de meerderheidspartijen heeft bevorderd. Ik heb de indruk dat het hier om geen politieke cohesie gaat, maar om de cohesie van de drang om zo vlug mogelijk naar betere oorden te vertrekken. Ik noem dat de bagagecohesie. De koffers staan immers voor zeer velen al klaar.

Het pronkstuk van de regering is het huidige ontwerp dat als programmawet werd verbonden aan de Rijksmiddelenbegroting, maar wegens de vakantiedrang waarschijnlijk afzonderlijk naar deze Kamer werd versast. Men kan zich inderdaad afvragen waarom deze programmawet niet in volle samenhang met de Rijksmiddelenbegroting wordt behandeld. Men kan zich echter ook afvragen waar de andere begrotingen blijven. Normaal hadden wij van de Vice-Eerste minister en minister van Begroting mogen verwachten dat hij met de technische vaardigheid die hem eigen is, de andere ministers ertoe zou hebben aangepord hun begroting zo spoedig mogelijk in te dienen. Op het ogenblik hebben wij nog geen enkel budget gezien. In het laatste kwartaal van 1986 zullen wij dus opnieuw geconfronteerd worden met de technische moeilijkheid om het debat over de verschillende begrotingen te organiseren, terwijl wij op dat ogenblik de begroting voor 1987 al zouden moeten bespreken.

Onze betreunde collega Jorissen — maar ook andere eminente collega's deden dit — kwam elk jaar opnieuw in oktober op deze tribune aanklagen dat de regering artikel 54bis van ons reglement niet respecteerde door de Rijksmiddelenbegroting niet tijdig in te dienen. Hij vroeg de regering daarover uitleg. Het zou natuurlijk absurd zijn ons thans op artikel 54bis te beroepen. Het debat over de Rijksmiddelenbegroting verliest vandaag elke zin als wij weten dat de regering tot in oktober over voorlopige kredieten beschikt. Op het ogenblik dat wij de Rijksmiddelenbegroting behandelen, zullen de gelden van de Staat reeds voor een belangrijk deel opgebruikt zijn en ondertussen vertrekken hordend en stotend de volmachttrains.

Wij zullen als oppositie voor dit en voor de volgende debatten onze tijd nemen. In tegenstelling tot de collega's uit de meerderheid, zijn wij zoals de regering evenmin gehaast. Als de regering traag werkt, dan is er geen enkele reden waarom dit Parlement vlug zou werken. Ik zou de collega's willen aanraden te doen zoals de duivenmelkers: wachten en niet denken dat de duiven snel gelost kunnen worden.

Mijnheer de Voorzitter, de grondregels van onze parlementaire democratie, met name de voorrang voor het Parlement om te beslissen over inkomsten en uitgaven van de Staat — wat toch de oorspronkelijke functie was van de parlementaire instelling —, worden door de huidige regering fundamenteel miskend. Dat is helemaal in strijd met de budgettaire orthodoxie en met de administratieve en politieke grondregels van onze overheidsfinanciën.

Ik wil de technische vaardigheid van onze Vice-Eerste minister en minister van Begroting niet ontkennen. Hij is er duidelijk niet in geslaagd de regering ten minste begrip en eerbied te laten opbrengen voor de budgettaire orthodoxie, die een van de grondslagen zou moeten zijn van onze parlementaire democratie.

Ik weet dat het bestaan van programmawetten niet nieuw is. De wisselende aanwezigheid van leden uit deze Kamer in de opeenvolgende



regeringen, heeft meegebracht dat het beginsel van de programmawetten werd aangevochten door de meeste partijen, zowel door socialisten als door liberalen, zij het niet door de CVP en PSC.

De heer C. De Clercq. — De regering-Leburton is ermee begonnen.

De heer Wyninckx. — Ik had deze onderbreking verwacht, omdat ik ze in het verleden ook al heb gehoord.

U hebt mij niet onderbroken, mijnheer De Clercq, toen ik tijdens het debat over het ontwerp « Programmawet van de regering-Leburton » als woordvoerder van de indertijd nog unitaire Socialistische Partij, het beginsel heb aangevochten. Ik zegde toen dat het een zeer gevaarlijke techniek was. Mijnheer De Clercq, u was hier om dat te bevestigen.

De heer C. De Clercq. — U hebt ze nadien ook altijd toegepast.

De heer Wyninckx. — Een programmawet is een vuilbakwet, een charivari, een cocktail met dikwijls bittere nasmaak. Dat zal ook wel het geval zijn voor de huidige fiscale wet. Het gaat hier om een mengmoes van fiscale en pseudo-fiscale maatregelen die stuk voor stuk door de leden van mijn fractie zullen worden uitgebeend.

Het volgende is belangrijk, mijnheer de minister. Ondanks de verklaring van de regering en van de partijen van de meerderheid bevat dit ontwerp opnieuw volmachten en wel ten minste drie. Ook daarvoor dienden voorheen programmawetten. In bedekte vorm, met wat retoriek en enigszins omfloerst, worden de regering machten toegekend die in se moeten worden gedeeld met het Parlement.

De volmachten waarover de regering reeds beschikt volstonden kennelijk niet. Er moesten er nog bijkomen, ondanks de herhaalde bevestiging dat er nu, onder de regering-Martens, naast de volmachtwet die hier een paar maanden geleden werd goedgekeurd, geen nieuwe volmachten zouden komen.

Deze volmachten, ook in onderhavige fiscale wet, zijn allereerst gericht tegen de sociaal gerechtigden, tegen de gepensioneerden, tegen de nieuwe bruggepensioneerden, tegen de zieken en de invaliden. Voor hen wordt de fiscale druk verhoogd, ondanks alle liberale beloften. Dat noemt men dan het herstellen van de fiscale gelijkheid.

Voor de ondernemingen en de kapitaalkrachtigen worden nieuwe fiscale voordelen in het leven geroepen. Dat noemt men evenzeer het herstellen van de fiscale gelijkheid. De brutowinsten van de ondernemingen bereiken recordhoogten. Alle jaarverslagen van grote maatschappijen bevestigen zulks. De investeringen laten op zich wachten. Het risicodragend kapitaal wordt gestimuleerd door fiscale voordelen, maar het neemt geen risico's meer. Het is nog alleen kapitaal.

Op analoge wijze wordt het pensioensparen gebruikt voor de meest bevoorrecht. Ondanks het verzet van de vakbonden en van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven zal het bij volmacht worden tot stand gebracht krachtens een bepaling van deze fiscale wet.

Op hetzelfde ogenblik dat arbeiders, bedienden, sociaal gerechtigden en ambtenaren opnieuw zwaar worden aangepakt, desorganiseerd de regering de bestrijding van de belastingfraude door het handvest van de belastingontduiker, dat krachtens de fiscale wet wordt ingevoerd.

Ingevolge de vervanging van de vrijstelling ten belope van 10 pct. voor wettelijke ziekte- en invaliditeitsvergoedingen door een belastingvermindering, zal deze categorie van sociaal gerechtigden opnieuw ten minste 1 miljard aan koopkracht inleveren. De afschaffing van de aftrek van uitgaven voor sociale voordelen als bedrijfslast zal er alleszins toe leiden dat de werknemers minder sociale voordelen zullen bekomen waar juist in deze periode van inlevering de sociale voordelen een kleine opening toelieten in bepaalde sectoren. De verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting met 2 pct. is een nieuw geschenk aan de bedrijven ten bedrage van 4 miljard. De kleine man wordt getroffen door de afschaffing van de aftrek van de aanvullende ziekenfondsbijdragen. Voor een klein inkomen is dat bedrag van 1 600 frank per jaar belangrijk en betekent het een aderslating. Voor de grote inkomens heeft het uiteraard geen enkel belang.

Een ander geschenk aan de hogere inkomens is de aftrek van de interesten op hypothecaire leningen. Hoe hoger het inkomen, hoe hoger de aftrek. Dit is de omgekeerde logica van deze regeringsmaatregel. De bruggepensioneerden en de gepensioneerden worden gelijkgeschakeld inzake hun fiscale behandeling. Dit houdt echter geen nivellering in naar omlaag maar wel een nivellering naar omhoog. Het betekent voor sommige categorieën bruggepensioneerden een inkomensverlies van 40 000 frank per jaar.

De regering houdt kennelijk nog een aantal maatregelen in petto. Zij zullen wellicht het voorwerp uitmaken van andere volmachtbesluiten die met een of andere nieuwe besparingswet aan de begroting voor 1987 zullen worden toegevoegd.

Tenslotte komen wij tot het « handvest van de belastingontduiker ». Onlangs heeft de minister nog verklaard, dat de BBI ten minste 15 miljard verschuldigde belastingen recupereerde. Waarom moet die dienst dan vleugellam worden gemaakt? Is het om de « schandalitis » die rond bepaalde gerenommeerde belastingontduikers hing en nog hangt te voorkomen? De banden tussen leden van de meerderheidspartijen binnen en buiten het Parlement en van de regering met deze bekende instellingen of personen zullen aldus gemakkelijk kunnen worden verdoezeld voor het gerecht, voor de belastingadministratie en vooral voor de publieke opinie.

Het invoeren van een bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid is daarentegen opnieuw een maatregel die de loon- en weddetrekkenden en de sociaal gerechtigden treft, terwijl de hogere inkomenscategorieën van die bijzondere bijdrage worden vrijgesteld.

De rijkswachters tenslotte zullen wel opgetogen zijn met de onbetwistbaar rechtvaardige maatregel die te hunnen gunste in de fiscale wet wordt genomen. Wat heeft dat echter in 's hemelsnaam met de fiscale wet te maken? Waarom was het nodig een soort blindedarmaanhangsel aan deze wet toe te voegen? Wij betwisten deze maatregel niet. De rijkswachters verdienen deze tegemoetkoming maar de maatregel hoort niet thuis in een programmawet. Waarom kon dit niet in een afzonderlijk ontwerp worden geregeld dat dan op een gepaste wijze zou kunnen worden behandeld? Dit zou een totaal andere dimensie hebben gegeven aan het debat over een rechtvaardige behandeling van het rijkswachterspersoneel. Eergisteren is nog aangetoond hoe bedreigd de rijkswachters zijn in de uitoefening van hun functie en welke enorme risico's zij moeten nemen.

In de loop van dit debat zullen meerdere leden van onze fractie meer in detail de verschillende aspecten van dit ontwerp behandelen. Ik heb mij ertoe beperkt in *a nutshell* aan te tonen hoe door deze pseudo-fiscale wet het Parlement opnieuw in de verdrukking wordt gebracht. De talrijke incidenten die in de commissie en in de openbare vergadering hebben plaatsgevonden, waren niet het gevolg van obstructie maar waren ingegeven door fundamentele opmerkingen. Toen wij eisten dat het handvest van de belastingplichtige in de verenigde commissies en in aanwezigheid van beide ministers zou worden behandeld, werden wij door de meerderheid gesteund.

Maandag verklaarden wij al dat het ongehoord was, een ontwerp van wet te moeten behandelen hoewel het merendeel van de leden niet over de uiteindelijke tekst beschikte. De meerderheid heeft ons opnieuw gelijk moeten geven. Nog vanochtend heeft zij dat gedaan toen wij uw aanwezigheid vorderden, mijnheer de minister. Ik weet dat u er geen schuld aan heeft dat u hier niet aanwezig was en dat dit is te wijten aan de slechte organisatie van de werkzaamheden.

Ik vraag mij af hoe u over enkele dagen, mocht een gelijkaardig incident zich opnieuw voordoen, uit die knoop zal geraken. U kan zich niet in twee splitsen. U kan niet tegelijkertijd het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen in openbare vergadering in de Senaat en de Rijksmiddelenbegroting in openbare vergadering in de Kamer behandelen. Er zal moeten worden overeengekomen in welke vergadering u aanwezig zal zijn. Mijnheer de minister, ik hoop dat een incident niet opnieuw zal plaatsvinden.

Soortgelijke voorvallen bevestigen dat het Parlement bij herhaling in de onmogelijkheid wordt gebracht om zijn rol te spelen. Wij worden laattijdig geconfronteerd met slechte en onsamenhangende ontwerpen van wet. Wij moeten ondergaan dat de Rijksmiddelenbegroting wordt ingediend op het ogenblik dat de rijksmiddelen quasi voor de helft zijn uitgeput. Dit is de teloorgang van een systeem.

De leden van de Senaat moeten zich hiertegen, met alle middelen waarover zij beschikken, blijven verzetten.

Een belangrijk gebeuren heeft zich vandaag in de Senaat voorgedaan. Wij hebben het uiteindelijk « gehaald ». Het zou echter beter zijn indien het incident niet was voorgevallen. In mijn 15-jarige parlementservaring heb ik het Parlement zelden in zo korte tijd zo vaak weten miskennen. Ik hoop dat daar zo vlug mogelijk een einde aan wordt gemaakt. Meerderheid en oppositie moeten op correcte wijze hun rol in het Parlement kunnen spelen. Wij zullen dit op correcte wijze doen, zowel in dit debat als in de volgende debatten.

Wij vinden het ten zeerste betreurenswaardig dat de regering van « de sterke mannen », de regering van « geen ommekeer », het Parlement na



acht maanden immobilisme verplicht « onder de karwats » wetsontwerpen te behandelen waarvan iedereen weet dat ze onsamenhangend zijn en onrechtvaardig voor de kleine man in dit land. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Henrion.

M. Henrion. — Monsieur le Président, ce projet, qui comporte cinq chapitres et 117 articles, dont le seul point commun est de concerner la fiscalité, se prête assez mal à une discussion générale.

C'est pourquoi, dans mon intervention, tout comme l'a fait notre distingué collègue, M. Lallemand, je souhaiterais m'attacher principalement à tout ce qui concerne la fraude fiscale et aux moyens de la réprimer tout en assurant aux citoyens un certain nombre de garanties contre l'arbitraire.

C'est un équilibre délicat, un sujet difficile qui, depuis longtemps, a fait l'objet de préoccupations les plus diverses, et parfois antagonistes, et aussi d'initiatives législatives aux préoccupations souvent contradictoires.

Ce sujet difficile ne peut être abordé sans une réflexion fondamentale sur la nature de l'infraction aux lois fiscales.

La controverse sur ce point a été exactement mise en lumière par les travaux du colloque de 1973 sur l'« Exacte perception des impôts », organisé par l'Institut des finances publiques.

La controverse porte essentiellement sur la nature du délit fiscal. Pour les uns, il s'agit d'une infraction à caractère purement économique et d'une gravité marginale, qui, selon l'expression consacrée, se situe au-delà des frontières de la répression pénale. Dans cette approche, il suffit que les administrations répriment elles-mêmes les manquements aux lois fiscales par la voie d'amendes, le cas échéant fort élevées, mais à caractère non infamant, l'intervention des parquets ne se justifiant que lorsque la fraude fiscale est assortie d'actes délictueux particulièrement graves.

Cette façon de voir fut partagée historiquement par certains juristes qui considéraient et qui considèrent encore parfois que l'introduction de peines infamantes dans le droit fiscal suppose un consensus de l'opinion publique, lequel fait défaut, en l'occurrence. Pour les autres, par contre, la fraude fiscale a le caractère d'un délit social d'une grande gravité, tant en raison de sa nature même que par ses répercussions sur le fonctionnement des institutions politiques et sociales du pays et sur la répartition équitable de la charge des dépenses publiques. Selon cette approche, il ne faut pas seulement frapper les fraudeurs dans leur intérêt matériel mais leur infliger, en même temps, des sanctions pénales, dans l'acception répressive, voire infamante, du terme. Un des corollaires de cette orientation est, bien entendu, que l'initiative des poursuites soit réservée aux parquets et non pas aux administrations fiscales.

Je voudrais pour ma part ajouter un second corollaire, à savoir qu'il convient que l'administration et le pouvoir judiciaire ne se considèrent pas, dans ce domaine, comme des corps totalement étrangers; chacun demeurant, pour le surplus, autonome dans sa sphère de compétence.

Pendant longtemps, telle fut cependant la situation et un bon historien des finances publiques qui aurait le sens de l'humour pourrait décrire, avec un certain amusement, la vie difficile du couple « Administration-Justice » au cours du dernier demi-siècle!

On peut admettre que l'administration fiscale, relativement traditionnelle — ce qui n'est pas un défaut, monsieur le ministre des Finances —, fut longtemps hostile aux changements, d'une part, et ne croyait pas beaucoup, d'autre part, à l'appui que pouvait lui apporter le pouvoir judiciaire.

On peut aussi penser que les milieux judiciaires, généralement peu attirés par le droit fiscal — on peut les comprendre, d'ailleurs —, et peu équipés à cet égard, ne manifestaient pas un grand intérêt pour les propositions de réforme en matière d'initiative de poursuites.

Il n'empêche qu'en 1967, dans l'application de la loi conférant déjà au gouvernement de l'époque des pouvoirs spéciaux, certains arrêtés — auxquels je n'ai pas été totalement étranger — ont été pris, qui avaient pour but d'assurer une meilleure application des lois fiscales et un début de collaboration organisée entre l'administration et le pouvoir judiciaire,

mais ce n'étaient que des mesures partielles dont les effets furent très limités.

De quoi s'agissait-il?

L'arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967 « modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue d'assurer une perception plus exacte de ces impôts » ajoute à l'article 235 de ce Code un paragraphe 3 rédigé comme suit: « Les officiers du ministère public près les cours et tribunaux qui sont saisis d'une affaire pénale dont l'examen fait apparaître des indices sérieux de fraude en matière d'impôts sur les revenus en informeront le ministre des Finances, après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général. »

Cette mesure n'eut, je crois, qu'un effet limité, les procureurs généraux ayant, de leur secret, une conception extrêmement stricte.

Quoi qu'il en soit, on peut considérer qu'en principe, l'action publique pour l'application des peines du chef d'infraction aux lois fiscales doit appartenir au parquet. C'est ce que décidait la Cour de cassation, par un arrêt du 16 mars 1925, mettant à néant un arrêt de la Cour d'appel de Gand accueillant des poursuites pour infraction en matière d'impôts sur les revenus intentées par le seul ministre des Finances.

Mais au cours de la même année, le ministre des Finances, Albert Edouard Janssen, dont certains d'entre nous ont conservé le souvenir, par un amendement au projet qui devait devenir la loi du 31 décembre 1925 modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus, introduisit immédiatement une modification à cette règle.

Cet amendement était justifié comme suit: « Eu égard à l'intérêt qui s'attache à ce que l'action publique puisse, comme sous la législation antérieure, être exercée, en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, à l'intervention directe de l'administration des Contributions, il paraît utile de lui donner compétence pour poursuivre elle-même toutes les infractions aux lois relatives à ces impôts et à ces taxes. »

Dans les années 60, lorsque M. André Dequae fut ministre des Finances, il fit étudier la solution opposée, c'est-à-dire la compétence exclusive du parquet, par une commission spécialement constituée à cet effet. Il semble bien qu'il n'y ait pas eu entre le ministre des Finances de l'époque et le président de la commission, l'avocat général Ganshof van der Meersch, une très grande symbiose dans la pensée et ce n'est qu'en 1980, à la suite des travaux de la commission pour la répression de la fraude fiscale, présidée par M. Ganshof van der Meersch, devenu procureur général à la Cour de cassation, que le gouvernement de l'époque réintroduisit, par une modification à l'article 350, la compétence exclusive du parquet pour l'exercice des poursuites en matière fiscale.

Il faut ajouter que ce principe qui s'était étendu à d'autres matières fiscales, notamment à la TVA introduite au cours des années 1970, était devenu, en quelque sorte, un principe de droit commun sur le plan de la répression de la fraude fiscale.

Cela dit, si j'ai tracé cet historique, un peu long peut-être, mais pas totalement inutile, je crois, il est certain qu'une loi vaut surtout par l'application qui en est faite, spécialement en matière répressive.

Ainsi, par exemple, alors qu'elle a un but d'exemplarité, la répression pénale de la fraude, si elle est mal conduite ou insuffisamment coordonnée, peut aboutir à des résultats opposés à ceux recherchés par le législateur.

Des initiatives des parquets, accompagnées parfois de détentions préventives peu justifiées au regard des principes généraux dans ce domaine, peuvent avoir des conséquences contre-indiquées.

M. Lallemand a souligné à juste titre, à propos d'excès en matière de détention préventive, qu'il y a là un problème général dont nous devons nous saisir au Sénat, à la rentrée je l'espère.

Permettez-moi de vous rappeler que la Chambre, sur ma proposition — M. Collignon s'en souviendra —, a déjà introduit des atténuations à un certain arbitraire en matière de détention préventive en prévoyant notamment l'intervention obligatoire de l'avocat au moment où l'on exécute cet acte essentiel qui est la privation de liberté. Ceci n'est pas propre à la matière fiscale mais cela y joue aussi un rôle. Je ne veux rien dire d'autre.

M. Lallemand. — Nous sommes bien d'accord.

**M. Henrion.** — Par ailleurs, on a constaté un recours parfois abusif à la dénonciation, celle-ci étant faite non dans le but de faire appliquer une sanction méritée, mais pour découvrir une infraction pour laquelle l'administration ne possède pas d'indices suffisants. Certains tribunaux ont, en outre, réagi à juste titre contre la violation, tant du secret de l'instruction que des droits de la défense, consécutive à la participation active d'agents du fisc à l'instruction et à certaines enquêtes judiciaires.

Il était entendu en 1980 — et cela résulte des travaux préparatoires tant au Sénat qu'à la Chambre — qu'une concertation aurait lieu entre le parquet et le département des Finances qui connaît le mieux cette matière complexe et le « pedigree » du contribuable. Il est, par exemple, utile de savoir s'il s'agit ou non d'un récidiviste. On avait imaginé qu'un protocole interviendrait entre les parquets généraux et l'administration des Finances pour définir certains principes dans l'action répressive.

Ce protocole a été proposé aux parquets généraux en 1981, quand M. Moureaux était ministre de la Justice et, en 1982, quand M. Gol a succédé à M. Moureaux, mais il n'a pu intervenir en vertu d'un principe que l'action publique ne peut être viciée par qui que ce soit.

Cependant, je persiste à penser que l'idée d'une concertation organisée entre les deux pouvoirs était juste, fût-ce au niveau des principes, si pas au niveau de l'exécution de cas en cas.

Parallèlement, en ce qui concerne l'administration elle-même, une certaine coordination s'imposait afin que certaines initiatives soient harmonisées par les instances supérieures, ce qui, dans bien des cas, j'imagine, existe déjà mais qu'il vaut mieux organiser de manière formelle.

A cet égard, je crois que l'administration devrait pouvoir, en son sein et sans difficultés, énoncer un certain nombre de critères qui l'amèneraient à déférer ou à ne pas déférer les dossiers au ministère public. Ce n'est pas un rêve, cela existe dans des pays voisins. C'est ainsi que j'ai lu dans le numéro du 17 novembre 1972 du *Bulletin officiel de la direction générale des impôts de France* que cette administration française pour ce qui la concerne, a défini les critères d'action qui l'animent d'une manière générale.

Pourraient ainsi être poursuivis par priorité les cas de fraude délibérée, avec une organisation savamment élaborée, et les dissimulations importantes de rémunérations, honoraires et revenus, quand elles sont le fait de personnes dont la position sociale ou économique devrait les inciter à une meilleure conception de leur devoir fiscal et du civisme au sens propre du terme. Ce serait la seule manière de réserver à la sanction pénale son caractère exemplaire et dissuasif.

Par l'avis qui sera dorénavant donné par l'administration aux instances judiciaires, pourra progressivement être élaborée une certaine ligne de conduite cohérente dans l'exercice de l'action, le pouvoir judiciaire demeurant libre de ne pas suivre cet avis. En effet, devoir demander l'avis d'une administration compétente comme l'administration fiscale ne diminue en rien l'indépendance de jugement du pouvoir judiciaire, même si cela entraîne peut-être certains retards.

Pour le reste, il va de soi que l'administration, partie au litige, ne doit plus intervenir dans les mesures d'instruction comme auxiliaire du juge, à peine d'organiser une confusion des pouvoirs. Cette confusion a récemment été critiquée par la doctrine et censurée par certaines décisions de justice qui y ont vu une violation du secret de l'instruction judiciaire. Si la fraude fiscale constitue un mal social considérable et si ceux qui s'y livrent, au moyen de procédés répétitifs, malicieusement et vicieusement élaborés, méritent les sanctions de la loi pénale, il ne convient pas pour autant qu'un système répressif, étranger aux principes généraux du droit, leur soit applicable. C'est au respect de cette règle essentielle que tend notamment le projet.

Quant au redevable ordinaire, il mérite une meilleure considération dans ses rapports avec l'administration. C'est ainsi notamment que celle-ci ne pourra plus, à l'avenir, faire prendre des arrêtés avec effet rétroactif, ou encore s'abstenir de motiver les décisions relatives aux amendes qu'elle inflige. Cette meilleure sécurité des citoyens, dans un Etat de droit, constitue une des pièces essentielles du projet soumis à nos délibérations.

Pour avoir réfléchi à ces problèmes depuis plus de vingt ans et avoir pris, lorsque les hasards de l'existence m'y ont appelé, un certain nombre d'initiatives — qui ne m'ont pas toujours valu que des éloges —, je puis dire aujourd'hui que l'ensemble des dispositions proposées constituent un équilibre satisfaisant. Celui-ci mérite une large approbation si chacun, en conscience, veut bien faire abstraction d'apriorismes doctrinaux, c'est-à-dire de préjugés. L'administration, quoi qu'on dise et quoi qu'on pense, demeure bien armée, mais elle doit, en rejetant certaines facilités

illégitimes, respecter le citoyen. En recherchant le rendement de l'impôt — tâche ingrate —, elle doit en même temps respecter certains principes essentiels.

Je voudrais, pour conclure, citer ce qu'en disait Gabriel Ardant dans sa monumentale *Histoire de l'Impôt*: « L'expérience des pays européens montre qu'il a fallu des siècles pour fabriquer une administration digne de ce nom, sachant allier à la connaissance des textes la compréhension des règles et le sens des relations avec le public, en l'espèce, avec les usagers les plus susceptibles, les contribuables, sans parler de l'imprégnation d'une déontologie non écrite à défaut de laquelle le fonctionnaire ne saurait unir l'initiative du gestionnaire à l'impartialité du magistrat. »

C'est vers cela, j'en ai la certitude, que nous nous dirigeons aujourd'hui. J'approuve donc totalement le projet qui constitue, à mon avis, un progrès incontestable. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Gijs.

**De heer Gijs.** — Mijnheer de Voorzitter, ik zal mijn korte uiteenzetting opvatten zoals de heer Wyninckx het heeft gedaan, namelijk als een algemene politieke uiteenzetting waarbij lang niet alle details en zeker niet de technische details van het hier behandelde ontwerp aan bod zullen komen. Ik zal trachten het ontwerp te situeren in het kader van het algemeen herstelbeleid van de regering. Ik veroorloof me meer in het algemeen over dat beleid te spreken, te meer omdat ik in het vorige debat naar aanleiding van de publikatie van het zogenoemde Sint-Annaplan jammer genoeg niet de gelegenheid heb gehad om een standpunt daarover te formuleren.

Het spreekt vanzelf dat de vermindering van het budgettaire tekort een intrinsiek en belangrijk deel is van een totaal herstelbeleid. Het is normaal dat de huidige regering daaraan een prioriteit heeft gegeven. Ik wil er de nadruk op leggen dat voor de christen-democratische fractie de vermindering van dat tekort geen doel is op zichzelf, maar een middel tot het bereiken van een belangrijker doel, de economische toestand zodanig herstellen dat op die manier nieuwe werkgelegenheid ontstaat en dat wij aan de gesel van de werkloosheid op termijn, en liefst zo snel mogelijk, een daadwerkelijke oplossing kunnen geven. Wij moeten een nieuwe economische groei mogelijk maken en daardoor de werkloosheid ten gronde bestrijden. Ook de andere aspecten van het beleid, met name het herstel van het concurrentievermogen van onze ondernemingen en de specifieke tewerkstellingsmaatregelen convergeren naar onze — als ik het zo mag zeggen — hoofdobsessie, het herstel van de werkgelegenheid.

Ik wil van deze gelegenheid gebruik maken om nogmaals uitdrukking te geven aan mijn spijt dat er vanuit de oppositie tot nu toe geen geloofwaardig alternatief beleidsmodel werd voorgesteld. Wanneer ik zeg dat ik dat betreurt, dan meen ik dit uit de grond van mijn hart.

Het is natuurlijk het goed recht en misschien de plicht van de oppositie, het niet eens te zijn met het regeringsbeleid en daarop zoveel mogelijk kritiek uit te brengen. De bevolking heeft nochtans het recht om van de oppositie een alternatief, positief en geloofwaardig, beleidsmodel te verwachten. Ik geef toe dat reeds enkele pogingen in die zin werden ondernomen, maar een beleid dat niet steunt op de stelling dat het terugdringen van het begrotingstekort een essentieel onderdeel moet zijn van ieder denkbaar beleid, wat ook de politieke samenstelling van de regering moge zijn, is voor ons totaal ongeloofwaardig. Wanneer men in het algemeen het belang wil schatten van een actie of een beslissing, dan moet men nagaan wat er zou gebeuren indien deze actie niet wordt ondernomen of deze beslissing niet wordt getroffen. In dit geval moet de vraag worden gesteld wat er zou gebeuren bij een blijvend te hoog begrotingstekort.

Wie beseft niet dat dit de collectieve lastendruk nog verder zou opdrijven in een land dat het hoogste overheidsbeslag kent van de hele Europese Gemeenschap? Kan men eraan twijfelen dat hoge tekorten leiden tot steeds toenemende rentelasten op de overheidsschuld?

**M. Moureaux.** — Comment pouvez-vous soutenir que la charte du contribuable va améliorer le déficit des finances publiques?

**M. Gijs.** — Vous n'avez pas posé cette question à M. Wyninckx.

**M. Moureaux.** — Je comprends très bien votre discours, mais il passe à côté du problème.

**M. Gijs.** — Je vous propose d'avoir la patience d'attendre la suite de mon intervention.

**M. Moureaux.** — Je vous signale que nous avons fait des propositions en la matière.

**De heer Gijs.** — Een financieringstekort dat overeenkomt met 12 pct. van het BNP kan ons op relatief korte termijn brengen naar rentelasten, die neerkomen op 19 pct. van het BNP, dat is het dubbel van vandaag. Is het nu echt nog nodig te herhalen wat iedereen al lang zou moeten beseffen, namelijk dat overdreven overheidskosten de rente opdrijven, het vertrouwen in de munt ondermijnen en inflatieverwachtingen in het leven roepen, met al de gevolgen van dien op het sparen, investeren, bouwen en uiteindelijk de werkgelegenheid. Zelfs al slaagt de regering erin het netto te financieren saldo in 1987 te beperken tot 7 pct. van het BNP, dan nog zal de openbare schuld intussen gestegen zijn tot een bedrag dat overeenkomt met 114 pct. van het bruto nationaal produkt.

Hoe is het mogelijk dat, met deze onweerlegbare cijfers voor ogen, sommigen het probleem van de overheidsfinanciën nog willen relativiseren, de besparingsinspanning als overdreven beschouwen, denken te moeten waarschuwen voor de deflatoire gevolgen van een besparingspolitiek enzovoort? Het is niet mogelijk dat het loochenen van evidenties alleen het gevolg zou zijn van een soort ideologische verblinding. Wordt het dan ingegeven door een gebrek aan moed en doortastendheid, of door de vrees dat het beleidsmodel dat uit de bus zou komen en waarvan dit ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen een onderdeel is, een bijzonder sterke gelijkenis zou vertonen met het huidige regeringsbeleid?

Het spijt me dat de heer Wyninckx op het ogenblik niet aanwezig is.

Wij kunnen ons nauwelijks een moeilijker opgave indenken voor een regering of een Parlement in een politieke democratie, dan de sanering van de publieke financiën in een samenleving waarvan het overgrote deel van de burgers in een of andere vorm, rechtstreeks of onrechtstreeks, van de overheid afhangt of eraan gebonden is.

De heer Wyninckx verwondert zich over het feit dat niet de Staat inlevert, maar de burger. Dat ligt toch voor de hand en het verbaast mij dat hij niet al lang weet dat bijna alle overheidsuitgaven rechtstreeks of onrechtstreeks overdrachten zijn naar gezinnen.

**De heer De Smeyster.** — Vele kleintjes maken een groot.

**De heer Gijs.** — De taak, die de regering zichzelf heeft opgelegd en waarvoor ze op onze steun kan blijven rekenen, is zo moeilijk dat ik nog altijd de droom koester dat een consensus zal worden bereikt, over de grenzen van toevallige meerderheden en opposities heen, over de grote lijnen van een echt herstelbeleid.

Wanneer de heer Wyninckx ietwat triomfalistisch beweert dat ook de katholieke organisaties protesteren tegen het beleid, houdt dit in dat de regering geen onderscheid maakt en dat iedereen gevraagd wordt in te leveren, wat rechtvaardig is. *(Gelach op sommige socialistische banken.)*

Het volstaat over de grenzen heen te kijken naar landen die een aanzienlijk kleiner overheidsstekort hebben om vast te stellen dat er veel meer overeenstemming is tussen het beleid van de diverse regeringen dan tussen de politieke samenstelling ervan. Ik betreur dat een groot deel van de oppositie niet selectiever is in haar kritiek op de regering, wat misschien de doelmatigheid van de kritiek zou vergroten. Thans zet de oppositie zich steeds meer af van het beleid en van de beleidsverantwoordelijkheid en bewijst zij niet de mentaliteit te hebben nodig om beleidsverantwoordelijkheid op zich te nemen.

De heer Wyninckx merkt op dat aan dit ontwerp van wet de volmachten niet vreemd zijn en dat is ook zo. Wanneer de oppositie — ik spreek niet over de oppositie in de Senaat, maar over deze in de Kamer — al het mogelijke doet om het werk van het Parlement te vertragen, niet om inhoudelijk aan oppositie te doen, maar wel naar de vorm, voortdurend de bewijzen leverend dat bijzondere machten in sommige omstandigheden noodzakelijk zijn, kan ze niet protesteren omdat bepaalde en beperkte bijzondere machten in een ontwerp zitten.

Wij weten dat talrijke maatregelen op verzet stuiten. Meer en langer dan ooit tevoren heeft de regering nochtans overleg gepleegd en informatie verstrekt aan de getroffen groepen. Omdat de regering en de meerderheid zijn te luisteren en een dialoog aan te gaan met de bevolking, werden correcties aangebracht aan het oorspronkelijk plan en aan dit ontwerp. De CVP-fractie van de Senaat dringt trouwens reeds maanden aan bij de regering om snel te handelen.

Met het indienen van dit ontwerp werd een eerste stap gezet naar de realisatie van de regeringsoogmerken. Eindelijk, mag ik wel zeggen.

**De heer Van In.** — Inderdaad!

**De heer Gijs.** — Wat deze operatie zo moeilijk maakt, is dat de meeste inspanningen dienen te worden geleverd niet door hogere inkomsten, maar door bezuinigingen. Op die manier worden groepen van de bevolking geraakt, die een beroep doen op steun van de overheid, op financieel maar ook op fiscaal gebied. Saneren via bezuinigingen is sociaal veel delicaat en politiek veel moeilijker. In het algemeen kan men stellen dat rechtstreekse of onrechtstreekse belastingverhogingen in feite rechtvaardiger zijn omdat ze, in een progressief stelsel, iedereen in zekere mate treffen.

Maar ik stel vast dat geen enkele partij in haar programma een verhoging van de globale belastingdruk heeft opgenomen. Dat is geen toeval. Ook op het vlak van de globale fiscale en parafiscale druk zijn wij helaas, koplopers geworden in het peloton van de geïndustrialiseerde landen. De recordhoogte van de fiscale en de parafiscale druk in België heeft trouwens op economisch vlak ravages aangericht, met name ook op het vlak van de werkgelegenheid.

Het naar westerse begrippen buitengewoon hoog peil van de collectieve lasten in België is, met andere woorden, momenteel arbeidvernietigend geworden. Belastingen worden trouwens en, helaas, zoveel afgewenteld en ontweken dat wij de vraag kunnen stellen wie nu eigenlijk de slachtoffers zouden zijn van een nog verder opgevoerde fiscale druk.

Men kan zich ook afvragen welke belastingen zouden kunnen worden verhoogd. Onrechtstreekse belastingen worden natuurlijk doorgegeven via indexkoppeling in de prijzen en de lonen. Roerende voorheffing doet de rentestand oplopen. Personenbelasting leidt tot nieuwe inkomenseisen in nettotermen en jaagt op die manier de arbeidskosten en de prijzen de hoogte in.

Spijtig genoeg voor sommige van onze collega's en voor sommige politieke bewegingen hier aanwezig, gehoorzaamt de werkelijkheid niet aan regels die voortvloeien uit theoretische en ideologische benaderingen. Wij leggen ons best bij de feiten neer en houden in elk geval best rekening met de werkelijkheid wanneer wij een beleid uitstippelen.

Met de fiscale programmawet poogt de regering een aantal misbruiken onmogelijk te maken in de zogenaamde fiscale uitgaven. In dit opzicht gaat de minister van Financiën verder dan zijn voorgangers. Een globale en grondige hervorming van de personenbelasting, waarbij de meeste aftrekposten verdwijnen en een drastische verlaging van de marginale tarieven op die manier mogelijk wordt, is noodzakelijk. Bovendien — daarover zal collega Cardoen in zijn uiteenzetting spreken — is onze huidige fiscale wetgeving té ingewikkeld en té weinig gezins- en huwelijksvriendelijk.

Andere leden van mijn fractie zullen ook spreken over organisatorische maatregelen die kunnen worden genomen om de doelmatigheid van de fraudebestrijding te verhogen.

In ieder geval kan ik nu al zeggen dat een drastische vereenvoudiging van de fiscale wetgeving ook een doelmatig middel kan zijn in de strijd tegen de fiscale fraude en tegen de fiscale ontwijking. Een té ingewikkelde wetgeving is niet sociaal. Nu kunnen belastingplichtigen, die zich een goed en duur betaald advies kunnen veroorloven, een maximaal voordeel halen uit de doolhof van regelingen, van mogelijke aftrekken en dergelijke meer.

De Vlaamse christen-democraten wensen een correcte inning van de belastinggelden. Wij staan op de volledige toepassing van de wetten, op de gelijkheid en op de rechtszekerheid van de burgers. Wij passen dit beginsel niet alleen toe op fiscale wetten maar op alle wetten. Het is niet omdat wetten niet worden gerespecteerd dat zij moeten worden afgeschaft.

Zoals er voor ons geen grond is om kleine en grote criminaliteit om sociologische of sociaal-psychologische redenen te verschonen, is voor ons de fiscale fraude geen vorm van wettige zelfverdediging en in geen enkel opzicht te vergoelijken. Zij moet dus ten gronde worden bestreden.

Dat in het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen een belangrijk hoofdstuk is ingeschreven om de rechtszekerheid van de belastingplichtige te vergroten, wordt door een deel van de oppositie aangegrepen om verzegd aan te tonen dat de strijd tegen de fiscale fraude zou worden verzacht of zelfs bemoeilijkt.

Veel zal natuurlijk afhangen van de manier waarop de wettelijke bepalingen zullen worden toegepast. Collega De Kerpel zal hierover morgen uitweiden. De vergroting van de rechtszekerheid van de burger heeft, ons inziens, nochtans niets te maken met een verbeterde doelmatigheid in het opsporen van misdrijven en van personen die misdrijven plegen. Het is niet omdat men de bezwarende bepalingen bij het bestraffen van de belastingontduiking in het gemeen recht afschaft, dat de



bestrijding van het misdrijf zelf minder doelmatig wordt. Collega Weckx zal later in detail het standpunt van de CVP-fractie ter zake vertolken.

Men kan dus moeilijk beweren dat de strijd tegen de fiscale fraude wordt bemoeilijkt. Ik heb in dat verband wel enige moeilijkheid gehad om de wellicht juiste, maar ingewikkelde argumentatie van de heer Lallemand te volgen. Die strijd wordt immers toch niet bemoeilijkt wanneer het monopolie voor de vervolging bij het parket blijft en het parket zelfs wordt versterkt met een aantal fiscaal gevormde magistraten. Met zo'n redenering probeert men nogmaals een karikaturale voorstelling van de werkelijkheid te geven. De oppositie meet zich hierbij de rol toe van morele integriteit en beschuldigt de meerderheid van een soort fiscaal onfatsoen.

Niemand kan nochtans de christen-democraten de les lezen inzake de bestrijding van fiscale fraude. Het oprichten van de bijzondere belastinginspectie is zonder twijfel de meest doelmatige maatregel geweest die in de loop van de jongste jaren inzake de fraudebestrijding werd getroffen. De BBI werd in 1978 opgericht door een CVP-minister van Financiën.

Een deel van de oppositie levert krampachtige inspanningen om de hele complexe werkelijkheid binnen een eenvoudig « links-rechts referentieraam » te dwingen. Dit is natuurlijk gemakkelijk, want dan hoeft men niet meer na te denken; alles wordt verklaard zonder dat men de ogen moet openhouden. Men probeert dit ook te doen door de partijen die de fiscale fraudeurs zogezegd beschermen, lijnrecht te plaatsen tegenover de partijen die de fraude zogezegd bestrijden. Dit is totaal naast de werkelijkheid.

Onze samenleving verdraagt, terecht, geen onevenwichtig beleid. De grote meerderheid van onze burgers heeft gelukkig nog geen boodschap aan etiketten die sommige ideologen op bepaalde beleidsprogramma's willen kleven. In ons land moet saneren ofwel in billijkheid en op een sociaal rechtvaardige wijze gebeuren, ofwel mislukken. Dit geldt ook voor deze fiscale bepalingen.

De christen-democraten moeten op dat vlak voor niemand buigen. De regering heeft bewezen dat men op een sociaal selectieve wijze kan bezuinigen. Een negatieve inkomstenbelasting, de privatisering van de kleine risico's, een nationaal basispensioen en andere, dergelijke fundamentele wijzigingen zijn niet nodig gebleken om het besparingsdoel te bereiken. Het is zelfs mogelijk gebleken de vooropgestelde besparingen te verwezenlijken en tegelijk de bestaansminima systematisch te verhogen.

Zoals ik bij het begin van mijn uiteenzetting reeds zegde, streeft de regering met de sanering van de openbare financiën een bij uitstek sociaal doel na, namelijk het herstel van de werkgelegenheid. De regering heeft ter zake duidelijke resultaten behaald. Welke Westeuropese regering behaalde immers op het vlak van de bestrijding van de volledige werkloosheid betere resultaten dan de onze?

In Vlaanderen verminderde de volledige werkloosheid tussen 1983 en 1985 met meer dan 8 pct. en deze tendens zet zich verder in 1986. Het is natuurlijk een politieke gewoonte van de oppositie om alle positieve evoluties toe te schrijven aan gelukkige, al dan niet internationale, omstandigheden, en negatieve aan het beleid van de regering. Dat kan ik haar niet kwalijk nemen. Dit is echter moeilijk vol te houden met betrekking tot de evolutie van de werkloosheid. Wij deden het immers beter dan in de ons omringende landen en hebben ons op dat vlak op een positieve wijze onderscheiden.

Wij willen niet ontkennen dat het besparingsplan op korte termijn meer werkgelegenheid in de overheidssector treft dan vorige plannen hebben gedaan. Deze voorlopige beperking van de werkgelegenheid in de overheidssector in 1986 en 1987 moet echter als een onvermijdelijk onderdeel van het saneringsplan worden beschouwd en wijst op het uitzonderlijk belang van een sociaal akkoord.

In de ondernemingen moet inderdaad extra personeel worden aangeworven. In tal van sectoren en ondernemingen laten de verbeterde concurrentiekracht en de verbeterde rentabiliteit dit toe. Er is financiële ruimte ontstaan voor aanwerving. Deze financiële ruimte moet eerder worden aangewend voor het aanwerven van personeel dan voor loonsverhogingen.

Met deze stelling wijk ik wel ietwat af van dit ontwerp, maar het gaat hier toch om een « algemene » algemene bespreking en het is nuttig dit ontwerp in het kader van het algemeen herstelbeleid van de regering te situeren.

Werkgevers en werknemers moeten de solidariteit kunnen opbrengen om de verminderde werkgelegenheid in de overheidssector te compenseren door een grotere werkgelegenheid in de privé-sector. In een dergelijk sociaal akkoord moeten ook de vorming, de scholing en de opleiding

van jonge en oudere werknemers ruim aan bod kunnen komen. De technologische revolutie mag niet worden afgeremd door een te weinig geschoolde arbeidsmarkt of een verstarde en te conservatieve arbeidsorganisatie. Dit zou ons terecht door de toekomstige generaties erg kwalijk worden genomen.

We zullen nu moeten beslissen over wat het belangrijkste is, de bestrijding van de werkloosheid of een min of meer electorale partijpolitiek. Dat is inderdaad de keuze waar het vandaag om gaat. We zijn niet vergeten dat in 1984 een interprofessionele overeenkomst niet kon doorgaan, omdat een van de partners zijn gegeven woord brak. Wie zou nu de verantwoordelijkheid op zich durven nemen om het sluiten van een sociaal akkoord onmogelijk te maken vanuit partijpolitieke overwegingen?

We zijn ervan overtuigd dat het scheppen van werkgelegenheid ten gronde hetzelfde is als het scheppen van gezonde economische, financiële en budgettaire omstandigheden. Wetten, reglementen en slogans zijn volkomen waardeloze instrumenten om echt werkgelegenheid in het leven te roepen.

Maar naast het herstel van gunstige economische, financiële en budgettaire voorwaarden om nieuwe werkgelegenheid te creëren zijn echter overheidsmaatregelen nodig om tijdelijke of sociaal onaanvaardbare tekorten op te vangen. We zijn er evenzeer van overtuigd dat het herstel van echte werkgelegenheid, stoelend op een stevige economie, niet alle problemen oplost. De overheid zal nooit ontsnappen aan specifieke maatregelen voor kansarme werklozen, zoals de langdurig werkzoekenden, zeker de gezinshoofden, de vrouwen, de laaggeschoolden enzovoort. Zelfs bij grote economische groei zullen bepaalde groepen moeilijkheden blijven hebben om aan gepast werk te geraken.

Dat is de filosofie van de Vlaamse christen-democraten en van alle verantwoordelijke mensen die niet wegvlugten in een of andere gesloten ideologie, maar die met verantwoordelijkheidszin, open ogen en gezond verstand de problemen van vandaag willen oplossen ten bate van iedereen, in de eerste plaats ten gunste van de kansarmen. Aan deze twee aspecten van het werkgelegenheidsbeleid moet evenveel belang worden gehecht.

Tenslotte moeten wij vaststellen dat de economieën van de westerse geïndustrialiseerde landen zich op dit moment in een fase van structurele mutatie bevinden met een grote weerslag op de werkgelegenheid. Een groot aantal banen ging verloren als gevolg van de desindustrialisering en informatisering. In een levenskrachtige economie, die zich per definitie kan herstructureren, zal dit een voorbijgaand fenomeen zijn, op voorwaarde dat de arbeidsorganisatie de evolutie volgt. Het komt er vandaag vooral op aan door te zetten. De jaren die we nu beleven, zijn veel meer beslissend voor de toekomst dan velen onder ons geneigd zijn te denken. Nu wordt bepaald of wij vooruit zullen gaan dan wel, misschien definitief, achterop zullen geraken.

Tot slot van deze, ik geef het toe, vrij algemene uiteenzetting, richt ik mij tot onze Franstalige collega's.

In de loop van de jongste vijftien jaar verhoogde Vlaanderen zijn industriële productie met meer dan de helft. Dat is weliswaar ook het resultaat van gunstige omstandigheden, maar ook van een grote dynamiek, een groot kapitaal aan hoop, werkkraft, optimisme. Het is, met andere woorden, het resultaat van een mentaliteit. Wij wensen en hopen binnenkort ook in Wallonië tekenen van herstel te ontwaren. Wij willen solidair blijven met onze Waalse landgenoten, maar deze laatste moeten er zich van bewust zijn dat sociale solidariteit slechts verantwoord is als er ook economische en financiële solidariteit bestaat.

Wanneer wij werkelijk in een Staat met twee versnellingen zouden terechtkomen, riskeren wij dat het niet meer zal gaan. De hervorming van de Staat en de evolutie op economisch, sociaal en financieel vlak zijn geen van elkaar losstaande gegevens, maar vormen één samenhangend systeem. Wij moeten beseffen dat wij ook in dit opzicht voor beslissende jaren staan. Dit geldt zowel voor de organisatie van onze Staat als voor andere hervormingen, zoals die van het tweekamerstelsel.

In sommige periodes van de geschiedenis gaat de evolutie sneller dan in andere. We weten dat wij op het moment in zo'n periode leven en moeten durven de consequenties van dit besef onder ogen te zien.

De CVP-fractie zal het ontwerp van fiscale programmawet goedkeuren in de overtuiging dat daarmee een belangrijke stap wordt gezet in de realisatie van het budgettaire saneringsplan, dat een essentieel, een onmisbaar onderdeel is van een globaal herstelplan waarvan uiteindelijk het herstel van de werkgelegenheid en van de welvaart het resultaat moet zijn. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmarests.

M. Desmarests. — Monsieur le Président, je voudrais m'en tenir à ce qui constitue l'objet de ce projet de loi, déjà fort complexe et fort disparate à beaucoup d'égards, et souligner que deux grands chapitres retiennent notre attention: d'une part, ce que nous sommes convenus d'appeler la charte ou le statut du contribuable et, d'autre part, les autres dispositions fiscales de ce projet, à propos desquelles je voudrais émettre quelques considérations, laissant à certains de nos collègues le soin d'intervenir dans les chapitres plus particuliers de ce projet.

En ce qui concerne la charte du contribuable, je voudrais dire, paraphrasant le poète, que ce projet ne mérite « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ». Le bruit qui l'entoure me paraît exagéré. Sans doute est-il extrêmement important puisqu'il améliore nettement et au profit du contribuable, c'est-à-dire de chacun des citoyens, les rapports entre l'administration et ce citoyen, mais encore faut-il essayer de sortir des slogans lus dans la presse ou prononcés par certains responsables politiques ou sociaux et selon lesquels ce projet entendrait supprimer l'ISI, ce dont il n'est nullement question, on l'a rappelé tout à l'heure, et protéger la grande fraude fiscale.

M. Moureaux. — C'est la vérité.

M. Desmarests. — Veuillez m'écouter, monsieur Moureaux. Je vous ai écouté durant de longues heures, voire des journées, en commission. Je saisis d'ailleurs l'occasion pour rendre hommage au travail de l'opposition qui a prouvé, beaucoup plus que ne pourrait le faire le débat en séance publique, combien elle était consciente de la nécessité de protéger tous les contribuables.

Elle a manifesté ce souci par le dépôt d'amendements extrêmement positifs et par l'apport de considérations très positives, elles aussi, indiquant par là combien, en dehors des slogans, de ce qu'on lit dans la presse ou entend dans les discours, et notamment dans les interventions de cet après-midi, combien, parce qu'elle est proche de la population, de toute la population, elle ressentait l'urgence de rétablir un certain équilibre.

M. Gijs l'a rappelé au début de son discours, après d'autres intervenants, le niveau de taxation dans ce pays est tel qu'il fait de nous les gens les plus taxés du monde, ou à peu près, et nous place, après la Suède, parmi les grands recordmen en la matière.

Notre législation, par strates successives, a multiplié les textes, les rendant de plus en plus complexes. Nous qui croyons, en commission des Finances, être des spécialistes, nous avons parfois peine à nous y retrouver. Que dire alors du simple contribuable? Chacun de nous se rend compte que la lutte est inégale et que le citoyen moyen, à fortiori le plus humble, ne s'y retrouve pas toujours et est livré à un certain arbitraire.

La démonstration que je voudrais faire est d'indiquer combien ce texte intéresse tous les contribuables et combien les sociaux-chrétiens que nous sommes, nous nous réjouissons de voir enfin sortir des textes qui répondent totalement à nos préoccupations, et aussi, je pense, à celles de tous les citoyens de ce pays.

C'est en mars de l'année dernière que le gouvernement avait manifesté, dans un de ses plans, la volonté d'introduire un texte de ce genre.

Dès ce moment, les sociaux-chrétiens ont indiqué qu'ils souhaitaient l'adoption d'un texte semblable afin de rencontrer les préoccupations de tous.

Ma démonstration en sept points est la suivante.

Premier point: nous exigeons plus de justice pour les contribuables et nous réclamions notamment l'automatisme des réductions d'impôts dont peuvent bénéficier, aux termes de la loi, les citoyens belges, les contribuables.

Cette revendication était appuyée par un organisme dont le pluralisme n'est plus contesté par personne, la Ligue des Familles, qui rappelait que des milliers de contribuables ne se voyaient pas appliquer les réductions auxquelles ils avaient droit.

Sans doute, rétorquerez-vous, n'ont-ils qu'à réclamer leur dû à l'instar de ce que feraient la plupart d'entre nous. Hélas, en général, les gens ne savent comment s'y prendre; ils s'abstiennent et voient leur échapper les réductions auxquelles ils peuvent prétendre.

C'est la raison pour laquelle nous réclamions un texte de ce genre et nous nous réjouissons vivement que certains articles du projet de loi permettent désormais d'obtenir d'office des réductions d'impôts.

Ces réductions sont accordées aux jeunes ménages, en faveur des conjoints, pour charges de famille, pour assurance-vie, pour pensions, pour revenus acquis à l'étranger. Il peut s'agir aussi de la réduction du précompte immobilier pour les habitations modestes. Dites-moi donc où sont les gros fraudeurs parmi ces contribuables? Ce projet de loi n'intéresse-t-il pas un grand nombre de nos concitoyens? Ne venez donc pas ici défendre des thèses démagogiques selon lesquelles ce texte ne viserait qu'à protéger les gros fraudeurs.

Je prétends que ce texte intéresse surtout les gens modestes, peu expérimentés ou peu informés, ceux qui n'ont pas la possibilité de requérir les services d'experts fiscaux, etc. Ce texte, je le répète, est un texte populaire et je me tiens volontiers à votre disposition pour vous en faire la démonstration, au cours de réunions contradictoires, si vous le voulez.

M. Moureaux. — Allez-vous voter des textes « à la carte »?

M. Desmarests. — Vous votez aussi des textes « à la carte ». En tout cas, prétendre que ce texte ne protège que les gros fraudeurs, est un propos que je ne puis admettre. (*Protestations de M. Moureaux.*)

Modérez-vous, monsieur Moureaux, je n'ai pas terminé. Je vais vous démontrer que ce texte intéresse tout le monde.

Deuxième point: nous étions animés d'un autre souci, celui de protéger efficacement le contribuable, ce dernier étant en droit d'être informé des charges fiscales qui pèsent sur lui. Le citoyen doit être admis à connaître son dossier, ses droits de recours, afin de pouvoir se défendre face à une administration fiscale plutôt fermée. Ce souci est partiellement rencontré à l'article 107 du projet de loi.

Le législateur souhaite désormais que l'administration indique clairement les critères appliqués pour déterminer le montant de l'amende exigée du contribuable. N'est-ce pas une proposition qui intéresse tout le monde? Je le crois.

Troisième point. Le retard dans les dossiers de réclamations est énorme — on le sait — et ne cesse de croître. Cela a été dit et redit en commission.

Pour inciter l'administration à améliorer ses prestations, nous réclamions, dès l'année dernière, que ne soient plus perçus les intérêts de retard si le dossier n'était pas examiné dans les 18 mois suivant la réclamation.

Le projet rencontre nos préoccupations à tous puisque, dans son article 53, il précise que le délai de suspension de la déduction de l'intérêt de retard est porté à 18 mois. C'est encore une revendication populaire qui intéresse tout le monde, y compris le petit contribuable.

Quatrième point: nous estimions qu'il fallait mettre fin, oserais-je dire, « au chantage » à l'amende. Il est plus que souhaitable, disions-nous dès l'année dernière, que le montant des amendes administratives soit rendu public et fixé par arrêté royal. C'est chose faite. Les articles 63, 71, 73, 87, 94 et 102 du projet introduisent une nouvelle disposition dans les codes fiscaux en vertu de laquelle le montant des amendes administratives doit être déterminé par arrêté royal et donc publié. L'exposé des motifs annonce une décision que va prendre l'administration et qui ne nécessite pas une disposition légale, décision selon laquelle il y aura plus de transparence au profit du contribuable puisque toutes les circulaires administratives seront désormais publiées. L'administration ne pourra donc plus invoquer une circulaire qui ne serait pas rendue publique, donc portée à la connaissance de tous les contribuables par des voies appropriées. C'est une garantie essentielle de transparence de l'administration fiscale qui rencontre également les préoccupations de tous. J'y insiste.

Cinquième point: en ce qui concerne la pénalisation des délits, nous estimions raisonnable de revoir la procédure d'emprisonnement automatique du contribuable suspecté de fraude fiscale. De même, nous estimions qu'il était urgent d'appliquer à ces matières le droit pénal commun qui prévoit notamment des mesures telles que la suspension ou le prononcé ou le sursis. Le texte rencontre ces deux préoccupations puisqu'il propose de supprimer le principe du cumul obligatoire des sanctions pénales — amende et emprisonnement — encourues suite à une fraude fiscale. Par ailleurs, une série d'articles réservent au juge la possibilité de suspendre le prononcé de la peine ou de prononcer une peine avec sursis et éliminent en outre la dérogation à l'article 40 du Code pénal, en ce qui concerne l'emprisonnement subsidiaire. Voilà, pour tous les contribuables, deux garanties supplémentaires qui devraient rencontrer l'approbation de chacun.

Sixième point: nous demandions aussi, et nous avons obtenu, que les dénonciations aux parquets soient approuvées par le directeur régional

et autorisées par l'administrateur général des Impôts ou le directeur général de l'ISI. Bien des articles rencontrent cette demande et une plus grande unicité de la jurisprudence pourra être réalisée par cette voie-là.

Septième point: nous réclamions que, dans les parquets — et ceci n'implique pas une diminution des moyens — puissent être désignés des substituts spécialisés en droit fiscal. Je sais que cette proposition pose problème. M. Cerexhe pourra peut-être en parler d'une façon plus détaillée et plus adéquate dans l'intervention qu'il fera à ce sujet. L'opportunité d'une telle désignation peut se discuter, mais je crois qu'ici, cela s'imposait. Le texte répond également à cette préoccupation.

Bref, j'ai voulu indiquer par l'énumération des sept points essentiels auxquels je me suis limité, combien ce projet rencontre véritablement les préoccupations de tous; il faut, je crois, le reconnaître en toute objectivité. C'est démagogie détestable que de venir dire que ce texte ne protégerait que les gros fraudeurs et que chacun de nos citoyens n'aurait pas intérêt à ce que des textes précis et équilibrés, comme ceux qui nous sont proposés, soient entérinés par le Parlement.

C'est la raison pour laquelle, monsieur le ministre, je veux apporter au nom de notre groupe, notre soutien le plus total à ce texte que je sais fort controversé mais qu'un examen plus serein doit permettre de juger à sa juste valeur.

Je ne pense pas que tous les problèmes soient résolus pour autant. Nous aurons à suivre de près l'application des nouveaux textes lorsqu'ils seront adoptés par les deux Chambres et traduits dans la réalité.

Ces textes ne sont sans doute pas éternels car la matière traitée est particulièrement mouvante, technique, difficile à cerner, etc. Nous devons veiller à ce qu'ils rencontrent, par un juste équilibre, nos préoccupations.

Au stade où nous sommes, ces textes sont satisfaisants; nous pouvons y apporter notre appui le plus total. Je souhaiterais que l'opposition veuille bien, elle aussi, examiner attentivement les avantages que des textes de ce genre apportent en faveur de tous.

Ma deuxième considération, plus brève, portera sur les autres dispositions fiscales du projet. Celles-ci sont éminemment disparates puisqu'elles portent sur les dépenses fiscales, la construction, l'impôt sur les sociétés, etc.

Je m'en tiendrai à deux points, car certains de mes collègues interviendront sur d'autres de manière détaillée.

Nous avons débattu en commission — M. Moureaux doit s'en souvenir — de la question de savoir si ces textes accordaient des pouvoirs spéciaux supplémentaires en matière d'épargne-pension et de consolidation de la dette. Il est évident qu'il s'agit bien de pouvoirs spéciaux; les ministres l'ont reconnu expressément.

Je dirai simplement combien, sur ces deux points, mes sentiments sont divers.

Pour être objectif, j'estime qu'en matière dite d'épargne-pension — je sais qu'il ne s'agit pas du terme exact, comme le ministre l'a souligné — il n'était peut-être pas nécessaire que le gouvernement recoure à ces pouvoirs spéciaux supplémentaires. On aurait pu légiférer de manière normale et rencontrer la préoccupation de ceux qui estiment nécessaire un prolongement aux dispositions Monory-De Clercq.

Par ailleurs, il n'était peut-être pas nécessaire — il y a peut-être eu confusion sur ce point — de créer un troisième pilier dans le domaine des pensions. Il s'agit, par l'acquisition à des conditions fiscales intéressantes, de titres cotés en bourse — essentiellement belges, je l'espère —, de favoriser tous les ménages en leur permettant de se créer progressivement ce que le ministre a appelé «une poire pour la soif», suivant l'expression populaire que chacun connaît. Elle indique parfaitement qu'il ne s'agit pas d'une pension supplémentaire mais bien d'un petit pécule qui serait acquis de manière normale.

Comme je l'ai dit en commission, monsieur le ministre, vous aurez à trouver le juste équilibre entre le souci d'aider les entreprises à se procurer le capital à risque indispensable et la nécessité d'assurer un maximum de sécurité à ceux qui adopteraient ce système et qui ne souhaitent pas courir de risques exagérés.

En ce qui concerne le deuxième domaine qui nécessite des pouvoirs spéciaux, à savoir celui de la reconversion et/ou de la consolidation de la dette, nous devons reconnaître que les méthodes parlementaires traditionnelles ne nous permettent pas de traiter en long et en large, pendant des jours ou des semaines, d'un sujet aussi délicat.

Une opération de ce genre ne peut réussir que moyennant deux conditions.

D'une part, le gouvernement, en l'occurrence le ministre des Finances, doit disposer des pouvoirs nécessaires pour négocier en position relative de force, encore qu'il soit difficile de négocier en position de force avec 500 milliards de dettes.

D'autre part, le caractère du secret doit être également préservé pour mener à bien une telle opération. Nous, parlementaires, ne pouvons pas, quel que soit le désir que nous ayons, participer à l'opération de consolidation de la dette à laquelle vous allez procéder, je l'espère, dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois.

Néanmoins, nous attirons votre attention sur deux points.

Cette opération — la déclaration gouvernementale l'indique — doit être menée suivant les procédures conformes au marché, de manière à préserver les droits de ceux qui ont autrefois participé à des emprunts. Je pense, en particulier, aux personnes privées. Vous avez même l'intention — je vous en félicite — de rendre l'opération attractive pour les particuliers qui possèdent des titres d'emprunts de la dette publique.

Par ailleurs, le problème des intermédiaires financiers doit être réglé dans le respect des lois du marché, afin de rendre l'opération acceptable pour tous.

C'est en sauvegardant ce juste équilibre que vous réussirez cette délicate opération.

Enfin, dans le cadre d'un débat plus large, je voudrais rappeler qu'au cours des législatures précédentes j'ai toujours défendu, dans l'autre Chambre, quelquefois à contretemps selon certains de mes amis, l'idée qu'il fallait confier au gouvernement, dans les circonstances économiques, budgétaires et sociales difficiles que nous traversons et dans le contexte international que nous connaissons, le pouvoir indispensable pour réussir sa politique. Avant Pâques, nous vous avons accordé des pouvoirs spéciaux. Je les ai votés d'enthousiasme, même si cela me heurte en tant que parlementaire et si cela ne me rend pas populaire parmi mes collègues, mais je les ai votés pour que vous les exerciez.

Je voterai aussi les dispositions concernant l'épargne-pension et surtout la consolidation de la dette, dispositions qui vous attribuent une nouvelle fois des pouvoirs spéciaux.

**M. Collignon.** — A nouveau!

**M. Desmarests.** — Cependant, je ne trahirai pas les sentiments profonds de la majorité en disant, que dans les circonstances difficiles que nous traversons — je ne parle pas des soubresauts habituels en fin de session —, après avoir été confortés comme vous l'avez et nous l'avons été le 13 octobre dernier; après avoir pris le temps nécessaire pour constituer un nouveau gouvernement et définir son programme dont nous appliquons certaines de ses dispositions; après avoir non pas perdu mais consacré trois mois à obtenir des pouvoirs spéciaux qui furent votés fin mars; après avoir attendu durant plusieurs semaines, que la lumière vint de Val-Duchesse et constaté que certaines décisions étaient à reconsidérer et à redéfinir, le temps est venu d'agir.

La majorité, messieurs les ministres, attend de vous que vous agissiez et décidez afin que le capital de confiance qu'elle et le pays vous ont accordé dans un même élan, il y a plusieurs mois déjà, soit utilisé comme il se doit.

Si nous vous avons, une fois encore, accordé des pouvoirs spéciaux — et, à cet égard, je m'exprime avec conviction —, c'est uniquement pour vous permettre de les utiliser afin d'atteindre l'objectif que vous vous êtes assigné.

Je profite de l'occasion pour vous engager, une fois encore, à aller de l'avant. Le vœu de la majorité, qui soutient votre gouvernement, et de la population tout entière, est que vous agissiez pour le bien général du pays. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité. — Exclamations sur les bancs socialistes.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Herman.

**Mevrouw Herman-Michielsens.** — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben de algemene bespreking van deze financiewet met bijna 24 uur vertraging aangevat. Toch vind ik dat die 24 uur geen verloren tijd zijn geweest.

Gisterenmiddag ging de meerderheid van deze vergadering akkoord met de oppositie om de algemene bespreking uit te stellen aangezien de termijn van 48 uur die volgens ons reglement vereist is tussen het ronddelen van de stukken en de aanvang van de bespreking, nog niet was verstreken. Het is geen tijdverlies te wijzen op de goede principes van de democratie, namelijk de rechten van de oppositie, of zal ik zeggen, de rechten van de verdediging. Vanochtend zijn nog enkele uren verloren



gegaan door een voorval — ik wil het zelfs geen incident noemen — met de andere vergadering van het Parlement.

Dank zij de waardige en serene leiding van de Voorzitter en dank zij de onwrikbare eensgezindheid van deze vergadering hebben wij ons op elk moment goed gevoeld. Wij wisten immers het recht en het reglement aan onze kant en hebben op een rustige manier de wettelijk en grondwettelijk vastgestelde rechten van deze vergadering kunnen waarmaken. Het is geen tijdverlies af en toe de tijd te nemen om zichzelf te affirmeren als de andere dat dreigt te vergeten.

Wij staan nu voor een zeer technische materie waarvan ik niet onmiddellijk de grootste gemene deler of het kleinste gemeen veelvoud zie, tenzij misschien dat al die bepalingen op hetzelfde papier zijn gedrukt. Het zijn zeer uiteenlopende, zeer technische en moeilijke zaken. Men kan het eerste hoofdstuk niet lezen, laat staan begrijpen, zonder een wetboek of zelfs wetboeken in de hand.

Ons fiscaal recht is in de loop van de jaren zeer complex en zeer ondoorzichtig geworden. Wie zal de fiscale raadgever of ambtenaar aanwijzen die deze materie helemaal kent en correct kan toepassen? De belastingplichtige laat ik maar liever onmiddellijk buiten beschouwing. Ik ben geen specialist in fiscaal recht, maar als ik uit deze evolutie een conclusie kan trekken, is het dat die ondoorzichtigheid een gevaar inhoudt voor de democratische rechten van de belastingplichtige. Wij weten dat dit historisch is gegroeid. Het fiscaal recht is een branche van het publiek recht, van het *droit du prince*, dat alleen democratisch kan worden genoemd omdat het via parlementaire weg tot stand is gekomen maar vooral niet omdat de gemeenrechtelijke regels er altijd in worden geëerbiedigd.

Er zijn oude voorbeelden, zoals het huwelijksgoederenrecht. De echtgenoten maken contractuele afspraken: zij leggen samen of laten het verdeeld. Deze afspraken worden echter door de cumulatie van inkomsten van echtgenoten in het fiscaal recht genegeerd. Daarover hebben wij al lang gediscussieerd. Wegens de hogere inning is er steeds van afgeweken.

Ik denk ook aan de leasingcontracten. De twee contractanten bepalen geheel te goeder trouw de evolutie van de waarde van het voorwerp. De administratie van de BTW heeft echter bepaald dat de BTW niet in dezelfde mate kon worden gereduceerd en dat men diende rekening te houden met de waarde, voorkomend op lijsten.

Dit was het criterium van de administratie van Financiën, niet de geheel te goeder trouw gemaakte afspraken van beide contractanten.

Het vergroten van de «afstand» tussen het burgerlijk recht, het commercieel recht en het vennootschapsrecht, enerzijds, en het fiscaal recht, anderzijds, heeft alles niet doorzichtiger en rechtvaardiger gemaakt hoewel vaak een hogere inning van belastingen, wat noodzakelijk bleek te zijn voor de maatschappij, werd vastgesteld.

Daarom moeten wij ons erbij neerleggen dat de administratieve regels vaak afwijken van de contracten tussen de burgers.

De rechterlijke materie wordt alsmaar ingewikkelder. Het wordt een «achternaahollen» van constructies in bepaalde branches van het recht. De andere branches vallen ze al dan niet bij zodat elke administratie voor zijn materie, regels opstelt.

In fiscaal recht breekt de nood vaak de wet. Men trekt conclusies als blijkt dat een bepaalde regeling, zonder enige wetsovertreding, een slechtere inning tot gevolg heeft. Bepaalde gedoogzaamheden van de administratie hadden trouwens een kleinere inning van de wel eigenaardig genoemde fiscale uitgaven tot gevolg.

Als blijkt dat het noodzakelijk is voor het spaarplan, kunnen wij niet anders dan dit goedkeuren omdat artikelen 110 en 112 van de Grondwet dit voorschrijven. Anders zou de regering kunnen werken met genummerde koninklijke besluiten. Deze materie is echter, zoals de wetgever het wil, in een wettekst vastgelegd.

Een volgend hoofdstuk bevat een artikel dat mij als de negatie voorkomt van de stelling die ten grondslag ligt aan het eerste hoofdstuk, namelijk het principe van het pensioensparen waarbij men een delegatiewet wil gebruiken. Ik zeg opzettelijk niet «bijzondere-machtenwet» hoewel deze term mij de jongste maanden op de tong brandt. Volgens mij mag dit niet. Maar hoewel ik de methode niet toejuich, vind ik dit systeem wel positief. Ik had het liever bij wet tot stand zien komen en ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat een groot aantal parlementsleden dit initiatief zouden kunnen toejuichen vooral als het in de commissie zou zijn voorbereid en zij in openbare vergadering de modaliteiten hadden kunnen helpen realiseren. Dit zou ik bijzonder positief hebben gevonden.

Men kan bezwaar hebben tegen het pensioensparen, de benaming alleen reeds is niet zeer gelukkig, maar ik vind het systeem aantrekkelijk. Het verbindt een economische doel aan een sociaal doel. Welke zijn eigenlijk de grote bezwaren ertegen? Ten eerste, veronderstelt men dat hierdoor de wettelijke pensioenen in gevaar komen. De Belgen zijn zeer gehecht aan hun pensioen, want ze staan ten eerste op veiligheid. Dit uit zich onder meer in de wens bakstenen te bezitten en een pensioen te krijgen. Geen enkele regering zou afbreuk willen doen aan de sociale verworvenheid van een behoorlijk wettelijk pensioen, tenzij door de bittere noodzaak van het budgetair tekort.

Dan rijst de cruciale vraag: kunnen economische rechten zelfs grondwettelijk worden vastgelegd? In het algemeen is men van mening dat aan deze sociale verworvenheid geen afbreuk mag worden gedaan, maar hoe kan men het bestaan van financiële middelen in hoofde van de gemeenschap waarborgen om een dergelijk systeem van wettelijke pensioenen in de Grondwet in te schrijven.

Sommigen menen dat het geld wel van ergens zal komen. Voor het ogenblik wordt de pensioenlast gedragen door de actieve bevolking. Immers, wij moeten ermee rekening houden dat wij een omslagsysteem kennen en geen kapitalisatiesysteem. En — men heeft het mij in deze vergadering ooit nog verweten — het omslagsysteem is ook een verworven recht van de sociale zekerheid, meer nog dan het kapitalisatiesysteem. Dat is misschien juist; het omslagsysteem heeft grote mogelijkheden gecreëerd voor de aanpassing van de pensioenen aan de opgaande trend van de lonen onmiddellijk na de tweede wereldoorlog. Veel meer dan het kapitalisatiesysteem, waarbij de eigen bijdragen moeten dienen voor het pensioen dat vele jaren later komt, heeft het de solidariteit tussen de werkenden en de niet-werkenden beklemtoond en de pensioenen in hetzelfde tempo laten verhogen.

Nu zien wij de keerzijde van de medaille. De solidariteit tussen werkenden en gepensioneerden wordt niet alleen beïnvloed door de tewerkstelling, maar ook door de demografische toestand. Het aantal werkenden, ingevolge demografie en teruglopen van de tewerkstelling, in proportie tot het aantal gepensioneerden verandert zodat men, indien niet wordt ingegrepen, volgens sommigen in 2000, volgens anderen in 2010 — zij zijn het oneens over de periode, maar niet over de uiteindelijke conclusie —, zou moeten komen tot een bijdrage van 35 pct. van het loon van de actieven om de pensioenen te kunnen betalen.

Ik argumenteer niet met het doel te bewijzen dat pensioensparen in de plaats zou moeten komen van de pensioenen die wij nu kennen, maar om u te doen inzien dat het toch niet verkeerd kan zijn de wens om te sparen aan te wakkeren door dergelijke investeringen fiscaal aantrekkelijker te maken. Heeft men indertijd evenveel protesten gehoord of de mogelijke dreiging van het reduceren van de wettelijke pensioenen bij de promotie van de overlevingsverzekering die eveneens op 65 jaar uitbetaalbaar werd gemaakt? Ook deze vorm van sparen werd aantrekkelijker gemaakt.

*De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op*

Men heeft integendeel gemeend dat dit een bijkomende manier van sparen was met het doel zich een behoorlijke oude dag te verzekeren.

Er is gesproken over de ongelijkheid van de burgers. Uiteraard heeft de ene meer spaarzin dan de andere, of meer gelegenheid tot sparen. Ik wil niet naïef zijn of asociaal: ik erken dat er mensen zijn die in de loop van hun leven niet tot sparen komen ingevolge tegenslagen als ziekte en werkloosheid — langdurig werklozen zullen hun arbeidssituatie moeten incalculeren in de mogelijkheden van de verzorging van hun oude dag — en ingevolge tegenslagen van algemene aard zoals oorlogen en rampen. Het is een feit dat de ene mens gewoon minder kan sparen dan de andere.

Het feit dat de noodzakelijkheid voor de Staat om een behoorlijk wettelijk pensioen te verzekeren voor sommigen niet zo groot is, betekent niet dat voor de anderen een soort van staat van behoefte wordt gecreëerd. Wij zeggen enkel dat allen die in dezelfde omstandigheden verkeren, dezelfde rechten moeten kunnen krijgen maar dat zij die het beter hebben, wat meer voor zichzelf moeten zorgen. Dit ligt trouwens in de lijn van onze sociale zekerheid.

Wij moeten de moed hebben om inzake pensioenen een bepaalde luciditeit aan de dag te leggen. Enkele jaren geleden hebben wij de wet-Mainil tot harmonisering van de pensioenstelsels behandeld. Maar hoe weinig hebben wij geharmoniseerd.

Wij hadden niet het geld om alle pensioenstelsels op te trekken tot het gunstigste, dat van het Openbaar Ambt, maar hebben wel de moed

gehad om de hoogste pensioenen een weinig te verminderen, naar het algemeen regime van de werknemers toe. Wij hebben gefaald door aan een bepaalde groep, die daar zeer gehecht aan was, een geprivilegieerd regime te waarborgen. Als dat in de toekomst niet meer kan, dan moeten wij daarom niet de moed laten zakken.

Alleen wanneer wij niet al onze burgers een basis kunnen waarborgen, moeten wij de ongelukkigsten door omstandigheden, waarvan wij ons niet moeten afvragen hoe zij er gekomen zijn en waarover wij ook geen moreel oordeel moeten vellen, kunnen helpen. Degenen die het kunnen, moeten in de toekomst zichzelf een beetje helpen. Ik meen dat dit de formule zou zijn, een voor mij zeer aantrekkelijke formule, die ik liever gerealiseerd had gezien via een andere methode waarbij het Parlement meer inspraak heeft.

Ik wil nog enkele woorden zeggen over het charter van de belastingplichtige waaruit ik enkele artikelen wil bespreken die niet altijd iets te maken hebben met strafprocedures, met fraudeurs dus. Men zegt in dit charter — oh zo weinig! — maar in enkele artikelen kan men heel wat vatten. Ik vind het bijvoorbeeld democratisch, sociaal en helemaal niet in het voordeel van de fraudeurs dat de administratie nu ambtshalve de voordelen van de verschillende systemen aan de belastingplichtige moet mededelen en daarbij niet moet wachten tot deze erom vraagt. Want niet iedereen heeft financieel de mogelijkheid om bij de beste accountant van de stad te rade te gaan.

Ik vind het ook heel normaal dat administratieve boetes moeten worden gemotiveerd en dat de administratie zich niet kan vrijmaken van een motivering die wij van de rechterlijke macht eisen. Een ongemotiveerd vonnis is geen vonnis. Daartegen gaat men in beroep en men doet het in cassatie vernietigen. Maar wij nemen zo geredelijk aan dat de administratie alles mag met de burger. De administratie *ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité*. De administratie is niet zo meedogenloos en knijpt niet alleen maar graag belastingplichtigen.

Ik ben overtuigd van het tegendeel. Ik weet ook dat er uitzonderingen zijn. Ik meen niet — ik denk hier aan wat de heer Lallemant heeft gezegd — dat hierover statistieken bestaan, maar ik ken wel enkele voorbeelden waar de administratie zich heeft vergalopperd. Er zijn controleurs die om bepaalde belastingplichtigen onder zwaardere druk te zetten zomaar, omdat zij de onderrichtingen zo hadden geïnterpreteerd, een dossier naar de BBI hebben gestuurd, terwijl dit volgens de normen niet zo hoorde. Maar wanneer de normen niet wettelijk vastgelegd zijn, kan men zich vergissen. Ondertussen is het dossier toch maar naar de BBI gestuurd.

Wanneer men aan de ambtenaren van de administratie overdreven macht geeft, dan zullen er wel enkelen zijn die knijpen. Daarom vind ik het goed dat in het charter van de belastingplichtige onder meer wordt bepaald dat alleen de gewestelijke directeurs en de directeur-generaal van de BBI dergelijke dossiers kunnen verzenden aan de BBI, al was het maar om een evenwicht te behouden in de intensiteit van overtredingen alvorens men zulke stappen doet.

Het mag niet, zoals bij sommigen, ik zal niet zeggen een doelstelling, maar wel een gevolg van een houding zijn dat men zoveel mogelijk personen in het faillissement wil drijven. Men moet een zeker evenwicht behouden. Waarom zijn er anders ambtsgebieden van procureurs-generaal? Elke substituut moet dergelijke onderrichtingen krijgen. Waarom werken anders de substituten in een korps onder de leiding van een korpsverster? Dit is het begin van de wijsheid.

Ik verwonder mij erover dat eminente juristen zeggen dat nu alle poorten wijd openstaan voor de fraudeurs. Door het charter van de belastingplichtige wil men immers alleen maar de regels, die gelden in ons recht, ook waarborgen voor de fiscale fraudeurs. Ik hoorde hier een pleidooi voor een bijzondere aanpak van de fiscale fraude. Ik zou ook zo'n pleidooi kunnen houden voor de aanpak van het geweld, voor de drugbestrijding of voor een ander misdrijf dat mij op dat ogenblik ten zeerste beroert, dat de Staat het meest geld doet verliezen, de zedelijkheid het meest in het gedrang brengt of het leven, de veiligheid of de gezondheid van de burger het meest bedreigt. Ik ben echter voorstander van de grootste mogelijke sereniteit van de rechtspraak, die aan iedere vervolgde dezelfde waarborgen geeft, maar ook dezelfde strafmaat hanteert.

Ik vind het niet slecht dat sommige substituut-procureurs een speciale fiscale vorming zullen krijgen. De fiscale materie is immers zeer complex. Nochtans zal na de vervolging, in tegenstelling tot de arbeidsrechtbanken, het dossier zoals in elke andere rechtbank worden doorverwezen naar een onderzoeksrechter, die geen enkele bijzondere bekwaamheid bezit. Het is hier niet andersom als in de geneeskunde; men gaat van de gespecialiseerde rechter naar de algemene rechter. Hiermede wil ik echter niet pleiten voor fiscale rechtbanken. Die zijn uit den boze. In dat geval

zal men immers het misdrijf van de fiscale fraude zwaarder beoordelen, in plaats van het op dezelfde wijze te bestraffen als andere soorten van misdrijven, wat toch rechtvaardiger zou zijn.

Dit waren, mijnheer de Voorzitter, mijn overwegingen bij de verschillende hoofdstukken van dit ontwerp van wet. Ik kan aan deze overwegingen niet één bepaalde conclusie vastknopen. Ik hoop dat wij ooit nog eens zullen praten over de vereenvoudiging en de codificatie van de sociale wetgeving. Ik hoop echter dat wij dan ook ooit eens de tijd zullen vinden om te spreken over de vereenvoudiging en de codificatie van de fiscale wetgeving.

Laten wij het voor de rest houden bij de gedegen en gouden regels van onze Grondwet, die geen bijzondere rechtbanken duldt noch met betrekking tot fiscale misdrijven noch met betrekking tot geweldsmisdrijven. Geweld is er immers altijd geweest. De criminele inspiratie is van alle tijden, alleen de technieken verschillen.

Wij zouden er ook eens kunnen aan denken, een aantal commissies af te schaffen die verspreid zijn onder dat dichte gebladerte van de sociale wetgeving. Sommige van die commissies kunnen immers onmatige straffen uitspreken zonder dat de betrokkene enig recht op verdediging heeft, recht dat toch in onze gewone rechtspraak bestaat. Zij kunnen ook straffen uitspreken die dikwijls veel zwaarder aankomen dan die uitgesproken door onze rechterlijke macht. Daarom wil ik pleiten voor een oude rechtsregel die nog steeds waarborgen biedt, namelijk die van de scheiding der machten, niet alleen die van de scheiding tussen wetgevende en uitvoerende macht, maar ook die van de scheiding tussen rechterlijke en uitvoerende macht. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, programmawetten worden in het algemeen tegelijk met de begroting besproken. Ik ga hier niet uitweiden over de situatie zoals zij zich vandaag voordoet. Ik beperk mij tot de bespreking van dit ontwerp houdende fiscale bepalingen. Ik wil er bij deze gelegenheid wel op wijzen dat het hier slechts gaat over een zeer klein gedeelte van wat binnen de begroting zou moeten worden gerealiseerd. Indien wij dit ontwerp samen met de begroting zouden bespreken, zou dit eenvoudiger en gemakkelijker aan te tonen zijn. Nochtans zal de ontwikkeling van mijn redenering dit wel duidelijk maken.

Mijnheer de Voorzitter, vooraf moet ik toch repliceren op wat de heer Gijs, fractievoorzitter van de CVP, gemeend heeft hier nogmaals te moeten verklaren. Spijtig genoeg is hij op het ogenblik afwezig. Hij was trouwens ook afwezig, weliswaar om gezondheidsredenen, bij het debat over het Sint-Annaplan. Ik zou hem er toch willen op wijzen, dat het vanwege de meerderheid en vanwege de regering onrechtvaardig is steeds opnieuw te zeggen dat er geen alternatieven zijn. Wij hebben bij herhaling onze alternatieven bekendgemaakt en zelfs gepubliceerd. Wij hebben er ook steeds aan toegevoegd dat men het hiermee niet eens kon zijn. Wij geven grif toe dat wij niet alleen de waarheid in pacht hebben, maar ook de meerderheid zou er best aan doen wat bescheidener te zijn en toe te geven dat misschien ook zij niet altijd de waarheid bezit.

Dit gezegd zijnde, kom ik dan tot het eigenlijke onderwerp. Met dit ontwerp hebben de meerderheid en de regering elke schaamte afgelegd of zijn zij *De schaamte voorbij*, om het met de titel van een bekend Nederlands boek te zeggen dat niet overal even enthousiast werd onthaald en dat als het boek van de emancipatie bekend staat.

Bij het debat over de bijzondere machten viel er bij de regering en bij de meerderheidspartijen nog een zekere schroom te bespeuren. Er werd nog uitleg gegeven over het waarom van die bijzondere machten. Dit ontwerp daarentegen is als een wolf in schapevacht. Het gaat om een wet waarvan de titel de lading niet dekt. Het zou eerlijker zijn te spreken van een wet houdende fiscale bepalingen en toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Tot driemaal toe worden in deze wet bijzondere machten weggemoffeld.

Een eerste maal in artikel 11, weliswaar zeer bescheiden, dat geef ik toe, maar ook in artikel 50 en nogmaals in artikel 52.

Laten wij eens zien wat de Raad van State over de bijzondere machten in dit ontwerp zegt. Collega's van de meerderheid, het is de moeite waard daar even aandacht aan te besteden. Ik zal niet heel het advies voorlezen, alleen een paar citaten.

Eerst handelt de Raad van State over het oude artikel 42, dat nu veranderd is want de regering heeft een duidelijk amendement ingediend.

Het vroegere artikel 46 is nu artikel 50 geworden en het vroegere artikel 48 is nu artikel 52.

In verband met die artikelen lezen wij: «Bij onderzoek blijkt dat die artikelen, wegens het doel van de machtigingen die zij aan de Koning verlenen in werkelijkheid bijzondere-machtenbepalingen zijn.»

Verder lezen wij, na een aantal andere beschouwingen: «Wegens het zeer vage karakter van de bewoordingen waarin het tweede en het derde doel zijn geformuleerd, zijn de in artikel 46 — nu artikel 50 — «eerste lid, 2° en 3°, vervatte machtigingen niet bestaanbaar met de Grondwet.»

Verder lezen we: «Artikel 48» — nu artikel 52 — «kent aan de Koning de bevoegdheid toe om ten vroegste met ingang van het aanslagjaar 1987 een stelsel van pensioensparen in te voeren dat strekt tot het vormen van aanvullende pensioenen en het bevorderen van het risicodragend kapitaal.»

Verder lezen wij nog: «Deze tekst zegt niets omtrent de wezenlijke inhoud van de aan de Koning verleende bevoegdheden. De doelstellingen van de aan de Koning verleende machtiging zijn op verre na niet voldoende nauwkeurig aangegeven opdat die machtiging verenigbaar kan zijn met de Grondwet. Bovendien is het ook hier niet duidelijk welke uitzonderlijke omstandigheden zouden verhinderen dat de bedoelde bepalingen bij een wet worden aangenomen en zouden vereisen dat zij dringend worden vastgesteld op grond van een aan de Koning verleende machtiging.»

Als conclusie vermeldt de Raad van State dat: «... Wil men het hierboven uiteengezette grondwettigheidsbezwaar uit de weg gaan, de in artikelen 42, 46 en 48 — nu nog alleen de artikelen 50 en 52 — «van het ontwerp aan de Koning verleende bevoegdheidsopdrachten moeten worden vervangen door bepalingen welke de in die artikelen behandelde aangelegenheid in al haar wezenlijke bestanddelen regelen.»

Deze opmerkingen van de Raad van State laten aan duidelijkheid niets te wensen over. We kunnen deze opmerkingen niet zomaar naast ons neerleggen zonder even in te gaan op wat hier amper vier maanden geleden door velen werd gezegd.

Ik beperk mij tot wat enkele belangrijke — al is iedereen uiteraard belangrijk — tenoren van de meerderheid en van de regering hebben verklaard.

Ik begin met de Eerste minister zelf die op 24 maart 1986 zegde: «Wij hebben immers beslist geen bijzondere-machtenbesluiten te treffen op het vlak van de fiscaliteit. Besparingen in het domein van de fiscale uitgaven zullen dus gebeuren via een normaal wetsontwerp dat samen met de Rijksmiddelenbegroting zal worden ingediend.»

De rapporteur van de bijzondere-machtenwet heeft in zijn verslag verwezen naar een uitspraak van de minister van Begroting die het ontwerp over de bijzondere machten verdedigde omdat het ontwerp geen fiscale maatregelen bevat. In het verslag over de bijzondere machten lezen wij op bladzijde 70, onder de hoofding fiscale maatregelen, als antwoord van de minister op opmerkingen van de oppositie: «In het ontwerp worden geen fiscale maatregelen voorzien. Los van de constitutionele beschouwingen ziet de regering geen reden om ter zake bijzondere machten te vragen.» Dit werd amper vier maanden geleden verklaard.

In hetzelfde verslag worden de collega's Henrion en Langendries genoemd die in de Senaatscommissie letterlijk hebben gezegd: «Wij kunnen u verzekeren dat het de laatste keer is dat wij tijdens deze legislatuur bijzondere machten zullen goedkeuren.»

Ook de heer Chabert heeft op deze tribune behartenswaardige dingen gezegd over de rol van het Parlement en de taakverdeling tussen Kamer en Senaat. Hij zei, onder meer: «Indien men het Parlement systematisch afstand laat doen van zijn wettelijke voorrechten en het zich niet tijdig aanpast, zou het een gewoonte kunnen worden dat de bijzondere machten feitelijk normaal worden en dat de geschreven rechtsregels dode letter blijven.»

Onze geachte collega Henrion heeft in zijn toespraak op 21 maart 1986 gezegd: «Er worden geen bijzondere machten verleend voor fiscale aangelegenheden» en verder «De Eerste minister heeft verklaard dat het de laatste maal is dat hij bijzondere machten vraagt tijdens deze legislatuur. Wij hebben vertrouwen in deze mededeling en zullen erop toezien dat zij wordt gerespecteerd.»

Amper vier maanden later worden al die mooie verklaringen echter ingeslikt. Moet ik u herinneren aan de degelijke en goed gestoffeerde uiteenzetting van mevrouw Herman die hier zopas ook zeer behartenswaardige woorden heeft gesproken wanneer zij het had over de parlementaire democratie en over de gevaren die de parlementaire democratie bedreigen door het steeds opnieuw verlenen van bijzondere machten?

Sta mij toe ook uit haar toespraak te citeren: «Het is dus uiteraard aantrekkelijk en bijna logisch de lijn verder te trekken en te beweren dat door de gewijzigde context van het aantal bestuurden en de veelheid en de moeilijkheidsgraad van de taken van de bestuurders, de parlementaire democratie in onbruik raakt en niet meer kan functioneren. Het symptoom van de bijzondere machten zou in deze theorie relevant zijn. Het Parlement kan zijn taak niet meer aan en vraagt niet langer in het kader van zijn prerogatieven zijn beslissingen uit te voeren, maar mandateert iemand om ze te nemen. Het aantal participanten aan het beleid gaat aldus aanzienlijk inkrimpen en beantwoordt niet meer aan de definitie van democratie. Als deze uitzonderlijke methode regel wordt, bewijst het Parlement zijn eigen overbodigheid.»

Deze citaten zijn relevant voor wat ons vandaag bezighoudt want voor twee belangrijke aangelegenheden worden in dit ontwerp opnieuw bijzondere machten gevraagd. Indien de leden van de meerderheid en van de regering consequent willen zijn met de verklaringen die zij destijds hebben afgelegd, zijn zij het aan zichzelf verplicht de bepalingen in verband met het verlenen van bijzondere machten uit dit ontwerp te lichten, wat wij trouwens bij wijze van amendement hebben voorgesteld.

Het al dan niet behouden van die bijzondere-machtenbepalingen zal niet alleen een graadmeter zijn voor de geloofwaardigheid van de regering maar doet tevens de vraag rijzen naar het waarom van de bijzondere-machtenbesluiten. Er is maar één verklaring mogelijk. De tegenstrijdigheden binnen de meerderheid over de inhoud van deze maatregelen zijn zo groot dat zij deze onmogelijk voor het Parlement kan verdedigen. Zoals wij reeds in de commissie hebben gezegd, kunnen wij nog enig begrip opbrengen voor het verlenen van bijzondere machten wat artikel 50 betreft waar het gaat over de schuldherschikking aangezien dit snel moet kunnen gebeuren, hoewel ook daar parlementaire methodes moeten mogelijk zijn indien men daarover duidelijke afspraken maakt.

Dit is echter niet het geval wat artikel 52 betreft.

Mevrouw Herman heeft daarnet gewezen op de gevoeligheid van de problematiek van het pensioensparen en het pensioen als dusdanig. Wij rekenen er op dat ten minste de terminologie «pensioensparen» en wat errond is geweven, wordt verduidelijkt. Ook de minister van Financiën heeft het probleem aangevoeld want in de commissie heeft hij verklaard dat de term «hoogst ongelukkig» was.

Het moet mij van het hart dat het veelvuldig gebruik van deze term grote onrust heeft gewekt bij de gewone man die dit alles niet goed begrijpt. Hij hoopt op een pensioen en voelt zich nu in deze hoop bedreigd!

Ik zal niet herhalen wat mevrouw Herman heeft gezegd over dit onderdeel maar ik kan haar woorden volledig onderschrijven.

De Eerste minister heeft tijdens het debat over de bijzondere machten gepoogd aan te tonen dat hij niet de gevangene is van technocraten wanneer het gaat over bijzondere machten en in verband met vragen van sommige leden.

De meerderheid zou moeten nadenken voor ze nog bijkomende bijzondere machten geeft aan de regering. Immers, als men het oorspronkelijk ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen vergelijkt met de huidige bepalingen, dan kan niet worden ontkend dat er grote verschillen zijn en dat de oppositie tijdens het debat in de commissie een constructieve inbreng heeft gedaan. Ik vind het derhalve jammer dat sommige leden van de meerderheid hebben gemeend te moeten refereren aan wat in de andere Kamer is gebeurd.

Het is in de Senaat dat het ontwerp van wet werd ingediend. De meerderheid kan de oppositie er niet van beschuldigen obstructie te hebben gevoerd bij de bespreking van het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen in de commissie.

De heer Chabert. — Dat is juist.

De heer A. Geens. — De oppositie heeft een positieve bijdrage geleverd en heeft gepoogd in de geest van de regering te denken, hoewel ze niet altijd akkoord ging met de geformuleerde bepalingen, ten einde de teksten en hun inhoud te verbeteren en de rechtszekerheid te verhogen.

Wij hebben uitgebreid over de bijzondere machten gesproken in verband met hoofdstuk II «Pensioensparen».

Over hoofdstuk III «Rechtszekerheid» zal de heer Van In uitgebreid handelen. Wij vragen ons bij dit hoofdstuk af of de rechtszekerheid van de burger door dit ontwerp wordt verhoogd en of wel alle bepalingen



zijn opgenomen die de kleine man een grotere rechtszekerheid zullen geven.

Over de hoofdstukken IV en V kunnen wij bondig zijn.

Ik wil niet spreken over het inhoudelijke maar verwijs naar de tekst. Beide teksten staan — zoals vele andere — «bol» van verwijzingen, wat ons tot nadenken moet stemmen over het legistisch werk dat wij hier verrichten.

Bij hoofdstuk I heeft de minister, in de inleiding ter verdediging van dit ontwerp gezegd: «Onze industrie moet zich structureel kunnen aanpassen aan de snelle ontwikkeling van de technologie en aan de zeer scherpe internationale concurrentie. Naast een strategie die erop gericht is de concurrentiekracht van de ondernemingen te vrijwaren, past het ze aan te moedigen om zich te oriënteren naar nieuwe activiteiten, meer bepaald door het scheppen van een gunstiger fiscaal klimaat.»

Mijnheer de minister, waar wij principieel volledig achter deze tekst staan en in het verleden in publikaties bijna met dezelfde woorden bepaalde dingen hebben gezegd, dan verbazen sommige maatregelen ons toch. Wij willen niet vitten op details, trouwens de artikelsgewijze bespreking volgt later. De realiteit is dat deze fiscale bepalingen inzake de beperking van de fiscale uitgaven 13 miljard dienden te bedragen volgens het Sint-Annaplan. De minister heeft dit ook tijdens zijn uiteenzetting gezegd. Wanneer wij de tabel bekijken, stellen wij vast dat de aanslag op jaarbasis, dus wanneer de maatregelen op kruissnelheid zullen zijn, de fiscale uitgaven met 3,76 miljard zullen inkrimpen. Wij stellen ook vast dat voor 1986 12,5 miljard wordt bereikt en in 1987 slechts 8,5 miljard.

Wanneer u verwijst — daarom heb ik u geciteerd — naar het belang van het fiscaal klimaat voor de ondernemingen, dan stel ik tot mijn verbazing vast dat de veranderingen die u in deze wet voorstelt, precies een bijkomende last betekenen voor de ondernemingen. Immers, men schaft de sociale uitgaven af ten belope van 2,5 pct. van de loonmassa. Dit betekent voor de ondernemingen een bedrag van 23 miljard dat niet meer fiscaal aftrekbaar zal zijn en een fiscaal resultaat voor de Staat van 9 miljard. Als compensatie geeft de regering een belastingverlaging van 2 pct. De kostprijs voor deze verlaging van 2 pct. bedraagt 4 miljard ten laste van de Staat. Conclusie: bijkomende lasten voor de bedrijven van 5 miljard. Dit is eigenlijk in tegenspraak met de uitspraak van de heer minister die ik daarnet heb voorgelezen.

Vervolgens hebben wij nog vragen in verband met de uitvoerbaarheid, want de afschaffing van de aftrekbaarheid van de sociale uitgaven wordt toegepast vanaf 1 januari 1986. Maar, mijnheer de minister, u weet dat de balansen van een groot aantal ondernemingen lopen van 1 juli tot 30 juni. Het wordt dan uitermate moeilijk die besparing te realiseren.

Ik wil zowel de rapporteurs als u zelf, mijnheer de minister, wijzen op een spijtige tegenstrijdigheid in het verslag, op bladzijde 49 in verband met deze materie. U weet dat de voorlezing van het verslag in de commissie in zeer ongunstige omstandigheden heeft moeten plaatsvinden, zodat bij de voorlezing de anomalie niet werd opgemerkt, waarvoor onze verontschuldiging. Wij hadden destijds ook de drukproef van het verslag niet vooraf ter beschikking gekregen.

Op bladzijde 49 staat onderaan in het Nederlands: «De minister verklaart nog dat hij geen enkele expliciete uitzondering kan toestaan op de regel dat voortaan de sociale uitgaven, als daar zijn nieuwjaarsrecepties voor het personeel, sinterklaasfeestjes enzovoort, niet meer aftrekbaar zijn als bedrijfsuitgaven. Niettemin is hij bereid te aanvaarden dat bepaalde collectieve uitgaven bij voortduur aftrekbaar blijven als bedrijfsuitgaven voor zover zij behoren tot de normale functioneringskosten van de onderneming.»

In het Frans lezen we: «Le ministre déclare encore qu'il ne peut autoriser aucune exception explicite à la règle selon laquelle, dorénavant, les dépenses sociales ne seront plus déductibles en tant que dépenses professionnelles. Néanmoins, il est prêt à accepter que certaines dépenses collectives comme, par exemple, les fêtes de fin d'année pour le personnel, les fêtes de Saint-Nicolas, etc., restent déductibles en tant que dépenses professionnelles, pour autant qu'elles fassent partie des frais de fonctionnement normaux d'une entreprise.»

De Franse tekst is dus in tegenstrijd met de Nederlandse tekst. Wat de minister heeft verklaard in de commissie is naar mijn gevoelens in overeenstemming met de Franse tekst maar het zou nuttig zijn dat de minister zijn standpunt bevestigt in openbare vergadering opdat hierover later geen misverstand zou bestaan.

**De heer Luyten.** — Het is juist voor de twee kanten, net als voor het onderwijs.

**De heer A. Geens.** — Op de andere maatregelen zal ik nu niet dieper ingaan omdat ze minder belangrijk zijn, met uitzondering van de maatregelen voor de bouwsector waar ik even wil bij stilstaan. Over de andere maatregelen zullen wij het woord nemen tijdens de algemene bespreking van de artikelen 1 tot 50 of tijdens de artikelsgewijze bespreking.

Wat de bouwsector betreft, zou ik bijzonder de aandacht van de minister willen vragen voor de recente conjunctuurgegevens die net zijn verschenen en die aantonen dat het aantal bouwvergunningen in de periode van augustus 1985 tot augustus 1986 fors waren toegenomen maar sterk zijn afgenomen in maart en april 1986, namelijk met respectievelijk 5,7 en 16,2 pct.

Dit toont duidelijk aan dat de onzekerheid waarin men de bevolking heeft gelaten inzake de maatregelen voor de bouwsector, de bedrijvigheid helemaal geen goed heeft gedaan. Over de ontwikkeling in de bouwsector spreekt deze nota van het duidelijk opgedreven tempo van de woningbouw als anticipatie op de vervaldag van 31 juli 1986, maar met een duidelijke daling van de aanvragen nu.

Men wijst er daarenboven op dat de sociale-woningbouw compleet lam ligt en dat er, wat de burgerlijke bouwkunde in het algemeen betreft, een gevoelige daling is in de vastleggingen van de overheid. Deze blijven voor het eerste kwartaal van 1986 met 27 pct. beneden de vergelijkbare periode in 1985. De beslissing van de regering om de vastleggingskredieten van de centrale overheid in 1986 te beperken tot 64 pct. van de verwezenlijkingen van 1985, zal een bijkomende zware dobber zijn voor de bouwsector. Ik vraag dan ook bijzonder de aandacht van de minister, als vertegenwoordiger van de regering, voor deze sector die zich in een moeilijke situatie bevindt.

Wij gaan met de minister akkoord wanneer hij stelt dat de fiscale uitgaven te hoog zijn. In 1985 is er een uitgebreid rapport verschenen over de fiscale uitgaven en wat men daaronder verstaat. De minister kent ongetwijfeld dit rapport en de definitie waarover ik het heb. Ik hoef ze dus niet te citeren.

In deze inventaris stellen wij vast dat de fiscale uitgaven in de personenbelasting ruw geschat ongeveer 70 miljard bedragen. Wat de vennootschappen betreft, bedraagt dat, ook ruw berekend en binnen de perken die in het verslag zijn vermeld en die u kent, 42 miljard. Dat is in totaal 112 miljard. Waarschijnlijk is dit dan nog onderschat.

U zult moeten toegeven, mijnheer de minister, dat de fiscale bepalingen waarover wij hier een debat voeren, een druppel zijn op een hete plaat en dat wij hier maar spreken over een zeer klein onderdeel van een heel grote kwaal. Wij komen daar straks uitgebreider op terug.

Inzake de vennootschappen pleiten wij — ik heb dat reeds bij vorige gelegenheden gedaan — voor een verlaging van de vennootschapsbelastingen. U hebt ze verlaagd maar naar ons gevoel te weinig. Deze verlaging moet echter gepaard gaan met welbepaalde voorwaarden. Ten eerste, dient de tewerkstelling te worden gehandhaafd en, ten tweede, moet de meeropbrengst die voortspruit uit de verlaging van de vennootschapsbelasting binnen een welbepaalde periode dienen om opnieuw te worden geïnvesteerd.

U zult natuurlijk antwoorden dat dit voor de overheid minder inkomsten betekent. Ook daarop willen wij u een antwoord geven: deze maatregel kan alleen worden uitgevoerd indien men het erover eens is dat tevens de subsidies en de voordelen worden verlaagd, dat er een vereenvoudiging komt van de fiscale wetgeving en dat de fiscale uitgaven zo laag mogelijk worden gehouden.

Zo komen wij tot het probleem waarop een discussie over dergelijke onderwerpen steeds uitmondt, namelijk de problematiek van de staats-hervorming. Ook daar moeten wij naar een grotere duidelijkheid, want de oplossingen die wij voorstellen zijn alleen maar mogelijk als de wetten op de staats-hervorming worden herzien.

Wij zijn tevens voorstander van een verlaging van de personenbelasting met daarnaast of vooraf een grondige vereenvoudiging en een grotere doorzichtigheid van de fiscale wetgeving.

Ten aanzien van de bescherming van de burger ben ik ervan overtuigd dat de enige manier om de burger adequaat te beschermen, precies een grotere doorzichtigheid is van de wetgeving. Wat de personenbelasting betreft, moeten er minder fiscale uitgaven worden gepland.

De verlaging van de personenbelasting is een aantrekkelijk maar gevaarlijk voorstel omdat ze de opmerking uitlokt dat de Staat dan minder geld ontvangt. Ik weet wel, vergelijkingen gaan niet altijd op. Wij kunnen ons land niet vergelijken met de Verenigde Staten. Wat er in de Verenigde Staten is gebeurd, stemt echter tot nadenken: zij zijn na grote tegenstand en ondanks grote angst van sommigen, overgegaan tot

een algemene belastingverlaging en een vereenvoudiging van het systeem. Sommigen dachten dat het een ineenstorting van het stelsel zou meebrengen.

Na drie jaar echter zijn de fiscale inkomsten voor de overheid gestegen in plaats van gedaald. Dat is het gevolg van het feit dat het risico van belastingontduiking te hoog is geworden. Het is dus interessanter de belastingen te betalen dan ze te ontduiken. Het is een element dat tot nadenken stemt. Het bewijst dat de vitale en creatieve krachten in de maatschappij het opnieuw de moeite hebben gevonden, dank zij de verlaging van de aanslagvoeten, bijkomende initiatieven te nemen, meer te werken en aldus de economie op te vijzelen.

Kan de regering niet overwegen dat voorbeeld te volgen? Elk voorbeeld nochtans gaat soms niet helemaal op. Het zou toch nuttig zijn eens grondig na te denken over de dingen waarmee wij bezig zijn.

Mijnheer de minister, u hebt er in de commissie op gewezen dat er in ons land slechts 600 000 burgers vrijgesteld zijn van het invullen van een belastingaangifte tegenover 3,5 miljoen in Nederland. U hebt er ook op gewezen dat wij 33 000 belastingambtenaren hebben, wat toch een heel stuk meer is dan in Nederland, dat nochtans meer inwoners telt.

Heeft dit alles niet te maken met de ingewikkeldheid van onze wetgeving en met de wijze waarop wij in het verleden met de fiscale wetgeving zijn omgesprongen? Is dit ook niet de reden van de honderdvijftig miljard niet-ingevorderde belastingen en van de tweeduizend vijfhonderd achterstallige dossiers?

Mijnheer de Voorzitter, ook mevrouw Herman merkte op, zij het niet met dezelfde woorden, dat zij de tekst van het ontwerp bij een eerste lezing niet begreep. Zelfs als men het wetsontwerp samen met de tekst van het wetboek leest, is het alsof men door een sleutelgat naar een spiegel kijkt. Dit wetsontwerp is immers een oneindigheid van verwijzingen. Het klinkt misschien overdreven, maar daar komt het toch op neer. In één artikel van dit wetsontwerp komen, bijvoorbeeld, zes verwijzingen voor naar een basiswet die in 1982 werd aangenomen.

Laten we eerlijk zijn: dit is geen ernstig werk. Met dergelijke wetten en met dergelijke manier van «legiferen» maken wij ons belachelijk. Hoe wilt u dan, mijnheer de minister, dat het personeel van de belasting-administratie en de burger hun weg vinden in deze wetgeving? En wanneer wij dit niet verhelpen, doen wij niets aan de rechtszekerheid van de burgers of aan hun bescherming.

U hebt in de commissie aangekondigd dat wij in de eerstkomende weken een rapport kunnen verwachten. Wij kijken daar met belangstelling naar uit, want het is de hoogste tijd dat er zo een rapport komt. Wij zouden toch over de partijgrenzen heen een discussie moeten beginnen over de vereenvoudiging van de fiscale wetgeving en over de procedure die wordt gevolgd voor de wijziging van de fiscale wetgeving.

Is het soms normaal dat elk jaar tientallen bepalingen van de fiscale wetgeving worden gewijzigd? Is dat soms zo efficiënt? Het is toch voor de regering en de bestuurders van het land veel gemakkelijker een aantal tarieven gewoon aan te passen. Indien er meer inkomsten nodig zijn, zouden, bijvoorbeeld, de tarieven met een of twee pct. kunnen worden verhoogd, en, indien men de belastingen kan verlagen, zou men de tarieven met één of twee pct. kunnen verminderen. Dit zou toch voor iedereen duidelijker zijn. Voor het overige zouden wij de belastingen zoveel mogelijk van alle bijkomstigheden kunnen ontdoen. Het is natuurlijk niet mogelijk alle bepalingen uit de fiscale wetgeving plots te wijzigen. Met een hanteerbare wetgeving zou men evenwel sneller en efficiënter kunnen werken. Ook de ambtenaren zouden dan beter weten waar ze aan toe zijn en dus de belastingen sneller kunnen innen, wat weer een meeropbrengst betekent voor de Staat.

Mijnheer de minister, er moet mij ook nog iets van het hart in verband met de organisatie van de administratie.

Wanneer ik mij als burger naar een kantoor van de belastingen begeef, dan heb ik het gevoel dat ik terechtkom in een archaïsch kantoor van de negentiende eeuw. Hoe is het mogelijk dat men in deze periode van automatisering en informatisering nog niet is overgegaan tot een ruime automatisering van de fiscale diensten? Als een belastingambtenaar inlichtingen omtrent een dossier nodig heeft, moet hij toch een terminal kunnen consulteren om onmiddellijk het antwoord te kennen!

De manier waarop de administratie de belastingaangiften moet verwerken, is volkomen uit de tijd. Zo is het niet te verwonderen dat het aantal ambtenaren hoog is. Dat is geen verwijt aan de ambtenaren — het is immers bekend dat de ambtenaren van Financiën het meeste werk presteren; wij kunnen dat immers ook zelf ondervinden. Het zijn de bestuurders, dus de regering, die in gebreke blijven door aan deze

ambtenaren niet het nodige arsenaal aan middelen ter beschikking te stellen.

Ten gronde lost dit ontwerp weinig op. Het is een pleister op een houten been. Wij hebben gewezen op de grote dimensie van de fiscale uitgaven en op het beperkte bedrag dat wij vandaag bespreken. Indien het deze regering ernst was om de overheidsfinanciën te saneren, dan zouden wij vandaag discussiëren noch over een schamele 13 miljard, noch over enkele volmachtbesluiten, noch over de aanwerving van 15 bijkomende substituten, maar dan zouden wij praten over een globale fiscale hervorming en vereenvoudiging.

Een discussie over zo een globale hervorming zou de burger beter beschermen, zou de Staat een meeropbrengst bezorgen en zou bijdragen tot de gezondmaking van de openbare financiën, met als gevolg minder klachten, een snellere inning en een efficiënter administratie. De regering heeft met dit ontwerp een kans gemist om te bewijzen dat het haar menens is met wat zij in de regeringsverklaring gezegd heeft over de sanering van de overheidsfinanciën.

Samen met de andere collega's uit de oppositie hebben wij gepoogd een positieve inbreng in dit debat te doen. Daarom hebben wij slechts een zeer beperkt aantal amendementen ingediend die bij een vrije stemming — daarvan zijn wij overtuigd — een grote meerderheid zouden behalen. Wij vragen de regering dan ook de amendementen van de oppositie niet a priori te verwerpen, maar na te gaan of zij niet interessant genoeg zijn om te behouden.

Tenslotte wil ik een dringende oproep doen om werk te maken van een globale vereenvoudiging van de fiscale wetgeving ten bate van de hele bevolking. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Trussart.

**M. Trussart.** — Monsieur le Président, c'est sans grand enthousiasme que j'interviens, au nom des écologistes, à propos de ce projet de loi portant des dispositions fiscales.

Une des raisons en est bien sûr qu'il s'agit d'un document aride, complexe, au décryptage difficile. Il est réellement malaisé de saisir la portée exacte de toutes les mesures proposées, d'autant plus que de nombreux textes sont parfaitement hermétiques, farcis qu'ils sont de références codées. Le travail en commission est, dans ce cas, particulièrement utile, voire indispensable.

Mais la raison essentielle est qu'il est fort frustrant de débattre d'un projet de loi, très important par ailleurs, en séance publique du Sénat alors qu'il est discuté en même temps en commission, publique elle aussi, à la Chambre. Il est constant que le travail des sénateurs soit minimisé, voire ignoré. Mais dans le cas présent, cette tendance atteint un sommet qui n'a jamais été franchi.

A quoi peuvent donc servir le débat que nous animons dans cette enceinte, les remarques les plus pertinentes que nous émettons, les amendements les plus sensés que nous introduisons, s'il est entendu à l'avance que le projet de loi en question, modifié très légèrement et uniquement sur la forme, en commission, ne pourra en aucune façon l'être encore en séance publique du Sénat et que donc, la Chambre peut en être saisie avant même le début de nos travaux en séance plénière?

Ce n'est plus une couleuvre qu'on nous fait avaler cette fois, mais un boa constrictor! Une leçon au moins peut être tirée de cette méchante péripétie: il est de plus en plus urgent d'activer les travaux relatifs à la réforme du Parlement national.

Après cette remarque préliminaire, j'en viens maintenant aux réflexions générales que nous inspirent les dispositions du projet de loi portant des dispositions fiscales, version 1986.

Pour le gouvernement, le projet qui est soumis à notre approbation doit traduire un certain nombre d'objectifs, déjà annoncés dans la déclaration gouvernementale du 29 novembre 1985, qu'il souhaite réaliser par priorité, notamment le développement des investissements, la promotion de l'emploi et la suppression de certaines dépenses fiscales dans le cadre de l'assainissement des finances publiques.

Ces objectifs doivent essentiellement être atteints au moyen des dispositions mentionnées sous les chapitres I et II, dispositions disparates qui tendent principalement à supprimer ou à réduire certaines dépenses fiscales, à maintenir la capacité concurrentielle des entreprises et à l'améliorer en réduisant de deux points l'impôt de base des sociétés, à stimuler la construction, donc l'emploi, par des mesures fiscales touchant les emprunts et les intérêts hypothécaires, à modifier le régime fiscal des revenus d'emprunts émis ou garantis par l'Etat en vue de réduire les

charges de la dette publique et enfin, à instaurer un régime d'épargne-pension encouragée par des mesures fiscales dans le but d'alimenter le capital à risque et de favoriser la constitution de pensions complémentaires.

Il n'est pas question, au cours de cette intervention générale d'introduction, de critiquer, de manière détaillée, telle ou telle disposition projetée; j'aurai l'occasion de le faire lors de l'examen des articles. Qu'il me suffise en ce moment d'annoncer que, hormis la plupart des mesures visant à réduire les dépenses fiscales, sur lesquelles nous pouvons marquer notre accord, et les mesures destinées à réactiver le secteur de la construction, modalités non comprises, nous ne croyons absolument pas que le train de mesures proposées arrivera un jour à son terminus. Nous pensons, au contraire, qu'il s'essouffera au pied de la première bosse venue et qu'il restera à patiner lamentablement en rase campagne. A moins, bien sûr, que les formules incantatoires dont le gouvernement parsème ses déclarations, fassent un jour de l'effet. Sait-on jamais ?

Pourquoi, selon nous, les objectifs déclarés par le gouvernement ne pourront-ils être atteints ? Parce que, dans la foulée du plan de Val-Duchesse, que nous jugeons économiquement dangereux, socialement injuste et politiquement antidémocratique, le gouvernement a fixé ces objectifs sans tenir compte de la réalité socio-économique, se bornant à une approche strictement arithmétique et sans perspective, et maintenant le problème lancinant de la dette publique sous un éclairage diffus.

Nous estimons qu'il est plus que jamais nécessaire d'y substituer une approche écologique qui apparaît, aujourd'hui, la seule peut-être à pouvoir apporter une réponse structurelle et un plan de mesures immédiates sans faire payer le prix des mauvais choix du passé à toute la population, spécialement aux plus mal nantis.

Parlons donc un peu de cette dette publique qui paralyse le gouvernement à un point tel qu'il n'est pas capable de déterminer des objectifs globaux valables.

*M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée*

Dans la presse de ce matin, on écrit d'abondance sur la cacophonie du gouvernement à propos de la dette publique : nos excellences divergent sur le contenu des 30 milliards escomptés d'opérations sur les charges de la dette.

D'un côté, le ministre des Finances déclare que la négociation ne doit pas porter sur une diminution structurelle des charges et qu'on va finalement payer le prix de l'opération, éventuellement par une plus-value à financer plus tard.

De l'autre, le ministre des Affaires économiques dit, lui, que quand on parle d'économies dans le domaine social, cela veut dire très concrètement que les assurés sociaux voient la différence dans le chèque qu'ils reçoivent à la fin du mois.

Il n'y a aucune raison, ajoute-t-il, d'avoir une notion différente de l'économie quand il s'agit d'institutions financières.

Il me semble utile de cerner le problème de la dette avant de proposer des formules pour la contenir, voire pour la résorber.

Selon les prévisions, la dette publique devrait atteindre 7 663 milliards en 1990, soit 5,4 fois la valeur de 1975. Les charges qui lui sont liées ont été multipliées par 6,3 entre 1975 et 1985, et le phénomène devrait s'amplifier dans les années à venir. Ces charges sont devenues, aujourd'hui, le principal poste budgétaire de l'Etat.

Par ailleurs, selon le Bureau du Plan, on enregistrerait, à la suite des mesures prises dès avant Val-Duchesse, une réduction progressive du solde net à financer : 523 milliards en 1986 et 326,5 en 1990. Actuellement, hors charges d'intérêt, les recettes de l'Etat couvrent ses dépenses. Cette situation devrait se prolonger au moins jusqu'en 1990.

Il est clair que les taux d'intérêt particulièrement élevés de ces dernières années ont eu un impact capital sur la dette et en ont sensiblement augmenté les charges.

Autres remarques à mentionner. Tout d'abord, la part de la dette en devises a atteint huit milliards en 1985 et s'exprime essentiellement en monnaies fortes; tout rajustement monétaire entraîne donc une augmentation de la facture extérieure.

Ensuite, les faibles taux d'inflation contribueront à surrentabiliser les placements financiers par suite de la distorsion entre les taux d'intérêt nominaux et les taux réels. Les intérêts des emprunts en fonds publics, qui étaient de 41 milliards en 1975, se sont élevés à 166 milliards en 1984.

Enfin, la baisse conjoncturelle des prix pétroliers, de même que celle du coût du dollar et des taux d'intérêts sur les places financières étrangères, sont incontestablement des facteurs favorables à court terme.

Comme conclusion à ces remarques, on peut affirmer qu'il est plus que souhaitable de minimiser la répercussion des facteurs extérieurs sur les finances publiques si on veut retrouver une marge de manœuvre suffisante et éviter que nos choix politiques nous soient imposés de l'extérieur.

En tant qu'écologiste, je me dois de commenter un aspect très important, voire capital, de la dette, aspect qui est généralement passé sous silence par les chantages de la relance économique et de la croissance à tout prix, partisans qu'ils sont d'une conception du progrès que je qualifierais d'explosive.

Cet aspect réside en fait dans la différence qui existe, omniprésente, entre la dette monétarisée et la dette réelle.

Les choix industrialistes effectués au cours de ces dernières décennies contribuent lourdement au déficit actuel des finances publiques, mais les effets différés de ces choix ne se manifestent pas seulement de manière directe. La montée des coûts sociaux, dont une part importante est assumée par les pouvoirs publics, constitue un effet indirect que les dépenses de sécurité sociale traduisent clairement en termes monétaires. Les coûts écologiques sont, eux aussi, pris en charge par les pouvoirs publics — épuration, gestion des déchets notamment — mais seulement de manière très partielle, lorsque les dégâts provoqués se sont déjà manifestés et si les coûts de leur réparation ont pu être chiffrés.

La situation de la plupart des cours d'eau est reconnue à l'heure actuelle comme particulièrement préoccupante. Même si le budget consacré à l'épuration des eaux usées n'a fait que croître au cours de la dernière décennie, la restauration du milieu aquatique exigerait certes l'arrêt de certaines pratiques polluantes mais aussi l'affectation d'un budget largement supérieur à ce qu'il est aujourd'hui.

Un certain nombre de pollutions graves, liées à des effets à long terme, négligés ou sous-estimés dans le passé, exigent, outre des changements profonds d'orientation, des mesures urgentes et coûteuses. Deux exemples :

— On ne peut guère chiffrer les dégâts provoqués par les pluies acides mais tout laisse à penser que des sommes considérables devront être trouvées pour les limiter sinon pour les réparer. Selon l'OCDE, qui a calculé les dégâts à un nombre restreint de produits et de cultures, le dommage total atteindrait 3 à 5 p.c. du produit national brut dans la CEE, soit de 135 à 225 milliards de francs par an en Belgique !

— L'érosion accélérée des sols agricoles est un fait qu'il va falloir prendre en compte au plus vite si l'on veut éviter que les seuils d'irréversibilité soient franchis.

Ainsi, les États-Unis perdent plus d'un milliard de tonnes de sol cultivable par an, soit l'équivalent de 300 000 hectares de potentiel cultivable.

Ici aussi des changements profonds s'imposent qui s'accompagneront nécessairement d'investissements réparateurs. A quel prix ?

La mise en circulation de produits toxiques de plus en plus diversifiés, pesticides, solvants chimiques, métaux lourds, dont le devenir et la gestion sont des plus aléatoires, aboutit à des contaminations profondes des sols et de la nappe phréatique, dont les premiers signes commencent à se manifester. On n'ose trop imaginer l'impact qu'aurait une aggravation lente du phénomène.

Que coûtera le litre d'eau potable en l'an 2000 ? La question est au moins aussi pertinente que celle portant sur le prix du baril de pétrole... et sans doute plus fondamentale.

L'accumulation de ces divers phénomènes conduit inexorablement à un accroissement important et continu des dépenses publiques « de réparation », à moins que la dégradation générale de l'environnement soit acceptée comme donnée exogène et non maîtrisable. Dans le cas contraire, toute analyse de l'évolution de la dette publique se doit d'anticiper sur son impact prévisible.

Les remarques et commentaires que je viens d'énoncer montrent à suffisance, me semble-t-il, qu'une approche étroitement comptable du problème de la dette publique ne peut être qu'inopérante.

Il est impératif de prendre en compte la structure même de cette dette et de mettre en œuvre immédiatement une politique qui rééquilibre à terme le budget de l'ensemble des pouvoirs publics et, surtout, diminue notre vulnérabilité face à des facteurs extérieurs difficilement maîtrisables dus au prix du pétrole, au cours du dollar, aux taux d'intérêt, etc.



La politique d'investissements lourds, le chômage, le productivisme médical et les compromis institutionnels ont contribué à structurer une dette devenue insupportable et qui, à politique inchangée, ira en croissant.

Ces divers éléments sont représentatifs d'un type de développement industrialiste et productiviste qui sévit dans l'ensemble des pays industrialisés. C'est ce type de développement qu'il faut donc remettre en cause pour lui substituer une politique dont les lignes de force peuvent être caractérisées comme suit :

1. Réorientation fondamentale des investissements publics vers des choix qui génèrent à terme des économies budgétaires et une réduction des coûts sociaux et écologiques;
2. Aide sélective aux entreprises, en fonction notamment des retombées macro-économiques qu'elles provoquent;
3. Mise en place de mécanismes qui cassent la logique productiviste;
4. Fédéralisme et débureaucratization généralisée;
5. Partage du travail.

En ce qui concerne les investissements publics, deux secteurs sont particulièrement exemplatifs : les transports et l'énergie. Les choix d'infrastructure effectués jusqu'à présent pèsent sur les finances publiques, non seulement du fait des coûts d'investissement élevés qui leur sont associés — autoroutes, infrastructures portuaires, terminal gazier, recherche nucléaire appliquée —, mais aussi par les coûts de fonctionnement et les coûts indirects — accidents de la route, sécurité, hôpitaux, pollution, ... — qui pèsent tous sur les finances publiques.

Nous devons donc favoriser les investissements dans les transports publics, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la valorisation des ressources renouvelables, si nous voulons progresser, lentement mais sûrement, vers un allègement des charges financières publiques et réduire la dépendance envers les facteurs extérieurs.

J'aborde un deuxième point, la politique d'aide aux entreprises. Celle-ci ne peut continuer à s'exercer de manière indifférenciée, sans égard pour les retombées macro-économiques qu'elle provoque et sans garantie de respect des engagements pris.

Les pouvoirs publics doivent absolument cesser d'allouer des moyens financiers aux entreprises si certains critères, repris dans un contrat, ne sont pas respectés. Je cite, notamment : l'utilité sociale de la production, l'impact minimal sur l'environnement, le faible degré d'internationalisation, l'aménagement du temps de travail.

Dans cette optique, la fiscalité pourrait orienter les choix en matière économique. Je pense, entre autres, à l'instauration de la taxe à la valeur soustraite et à l'octroi d'avantages fiscaux au cas où des objectifs écologiques sont poursuivis.

La logique productiviste, quant à elle, exerce également un impact sérieux sur les finances publiques. Cela se remarque de façon nette, entre autres dans les domaines de la santé et de l'agriculture. La surconsommation médicale et la surproduction agricole coûtent très cher aux Etats industrialisés.

Là aussi, la mise en place de nouveaux mécanismes pourrait apporter un changement profond, par exemple, la garantie des prix agricoles jusqu'à un volume donné de production ou la création de centres locaux de santé autonomes fonctionnant selon le principe du paiement forfaitaire.

Le quatrième point me conduit à émettre quelques remarques sur l'organisation centralisée et bureaucratisée dont souffre notre société. Tant dans l'enseignement, où cohabitent le pouvoir centralisé des deux réseaux traditionnels et le Pacte scolaire, que sur le plan institutionnel, où à la fois le centralisme et le particularisme conduisent à des gaspillages, il s'impose de confier aux pouvoirs subordonnés des compétences plus larges et des moyens budgétaires à la hauteur de ces compétences.

Sur le dernier point, le partage du travail, nous avons déjà, à maintes reprises, fait connaître notre point de vue.

Il me reste à rappeler que la redistribution massive des emplois et des revenus qui leur sont associés, par une réduction importante de la durée maximale du temps de travail, s'imposera tôt ou tard si l'on veut permettre à la jeunesse de s'intégrer dans la société active et réduire le poids du chômage sur les finances publiques.

Monsieur le Président, monsieur le ministre, je désirerais conclure mon intervention par un plaidoyer en faveur de la mise en œuvre d'un véritable plan d'assainissement, pour le court terme d'abord.

Le fait que la conjoncture présente incite à l'optimisme et que certaines prévisions à l'horizon 1990 laissent augurer d'une amélioration nette,

même à politique inchangée, ne doit pas masquer la grande vulnérabilité de la Belgique et les risques d'un retournement de la conjoncture.

Une politique visant à modifier les structures gaspilleuses actuelles doit être une réponse à cette préoccupation. Néanmoins, outre que certaines réorientations fondamentales exigent un délai avant leur application, il faut insister aussi sur le fait que les effets en termes de finances publiques ne se manifesteront pas tous dans le court terme.

Il est donc impératif, en parallèle, de mettre immédiatement en place un certain nombre de mesures s'inscrivant dans la logique précitée et dont l'impact sur les finances publiques sera immédiat.

Un plan d'assainissement sérieux doit répondre à cet objectif. Outre le fait qu'il doit viser prioritairement à alléger les charges de la dette, il doit être basé sur deux préoccupations apparemment — je devrais plutôt dire certainement — peu présentes dans le plan de Val-Duchesse :

1. Le maintien, voire l'accroissement du volume de l'emploi; certaines économies, notamment en matière d'investissements, ont pour effet direct de réduire l'emploi; cette réduction sera cependant compensée par le glissement qualitatif des investissements lourds vers les investissements légers; les premiers, par exemple le génie civil, créent en effet nettement moins d'emplois que les seconds, par exemple la rénovation de l'habitat;
2. La nécessité de ne pas transférer les dépenses à d'autres niveaux institutionnels.

C'est ainsi que si les communes risquent d'être indirectement pénalisées par la taxation des sociétés productrices d'électricité du fait de la moindre ristourne, un accroissement substantiel du Fonds des communes devrait compenser largement ce manque à gagner.

Le projet de loi qui nous est soumis est loin de rencontrer les préoccupations que je viens d'évoquer. Dès lors, il est hors de question que les écologistes l'approuvent globalement, même s'ils votent en faveur de certains articles. Mais je préjuge peut-être le résultat des discussions : nos nombreux amendements pourraient être adoptés, qui sait ? (*Applaudissements sur les bancs Ecolo et Agalev et sur certains autres bancs.*)

**M. le Président.** — Nous poursuivrons cette discussion ce soir à 19 heures 20.

*Wij zetten deze bespreking vanavond te 19 uur 20 voort.*

## INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

### *Demandes — Verzoeken*

**M. le Président.** — Le bureau a été saisi des demandes d'interpellation suivantes :

1<sup>o</sup> De M. Hofman au ministre de l'Emploi et du Travail sur « la différence du traitement réservé aux dossiers des cadres spéciaux temporaires, selon qu'ils émanent de communes ou d'ASBL »;

*Het bureau heeft de volgende interpellatieverzoeken ontvangen :*

1<sup>o</sup> Van de heer Hofman tot de minister van Tewerkstelling en Arbeid over « de verschillende behandeling van de dossiers betreffende het bijzonder tijdelijk kader, naargelang ze uitgaan van gemeenten of van VZW's »;

2<sup>o</sup> De M. Pataer au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, sur « l'intervention de la gendarmerie au Limbourg lors de la grève des mineurs en avril et mai de cette année, à la lumière d'un rapport de la Ligue pour la défense des droits de l'homme ».

2<sup>o</sup> Van de heer Pataer tot de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, over « het optreden van de rijkswacht in Limburg tijdens destaking van de mijnwerkers in april-mei dit jaar, in het licht van een rapport van de Liga voor de verdediging van de mensenrechten ».

*La date de ces interpellations sera fixée ultérieurement.*

*De datum van die interpellaties zal later worden bepaald.*

*La séance est levée.*

*De vergadering is gesloten.*

*(La séance est levée à 18 h 20 m.)*

*(De vergadering wordt gesloten te 18 u. 20 m.)*

1680